

DÉCOMPOSITION DE LA DYNAMIQUE D'EMPLOI RÉGIONALE

Nouveaux chiffres pour la période 2006-2015, en particulier les évolutions annuelles les plus récentes

Tim Goesaert

Ludo Struyven

Revue DynaM 2016/3

Cette publication a vu le jour dans le cadre de DynaM-reg, une collaboration entre l'ONSS, l'IBSA, le Département WSE, l'IWEPS et l'HIVA-KU Leuven

Table des matières

1 Introduction	6
Vers une analyse régionale de la dynamique du marché du travail	6
2 Aperçu des indicateurs de la dynamique d'emploi régionale	8
3 Région de Bruxelles-Capitale	13
3.1 La dynamique au cours de la période 2014-2015	13
3.2 Dynamique régionale à long terme	20
4 Région flamande	22
4.1 La dynamique au cours de la période 2014-2015	22
4.2 Dynamique régionale à long terme	29
5 Région wallonne	31
5.1 La dynamique au cours de la période 2014-2015	31
5.2 Dynamique régionale à long terme	37
6 Comparaison entre les trois régions	39
7 Annexe	45

LES COMMENTAIRES SONT LES BIENVENUS ludo.struyven@kuleuven.be ; fim.goesaert@kuleuven.be

KU Leuven
HIVA ONDERZOEKSINSTITUUT VOOR ARBEID EN SAMENLEVING
Parkstraat 47 bus 5300, 3000 LEUVEN, Belgique
hiva@kuleuven.be
www.hiva.be

© 2016 HIVA KU Leuven

Aucun élément de cette publication ne peut être reproduit ni publié par impression, photocopie, microfilm ou tout autre procédé, sans l'autorisation écrite préalable de l'auteur.

DynaM reg est un projet en cours qui décrit la dynamique régionale du marché belge du travail. Le but du projet est d'intégrer les informations liées au lieu d'implantation des entreprises dans l'ensemble de données DynaM existant. Ce dernier a été développé par l'ONSS et l'HIVA-KU Leuven, avec le soutien de Federgon. Grâce à DynaM-reg, il devient possible non seulement de donner un aperçu du nombre d'emplois dans chacune des trois régions, mais aussi d'exposer la dynamique sous-jacente à ces chiffres: la diminution ou l'augmentation brute du nombre d'emplois, les entrées et sorties de travailleurs au sein des établissements dans chaque région et les mouvements au sein des entreprises actives dans plusieurs régions.

Le projet DynaM-reg se concentre sur les tendances réelles du marché du travail et développe davantage la méthodologie qui vise à éliminer les faux employeurs débutants et sortants ainsi que les fausses créations et destructions d'emplois. Alors que, jusqu'ici, seules les caractéristiques régionales des employeurs unirégionaux, la base de donnée élargie de DynaM intègre le lieu d'occupation de toute la population de travailleurs.

Cet enrichissement de DynaM est le fruit d'un accord de collaboration avec les trois administrations régionales et est coordonné par l'ONSS et HIVA-KU Leuven. Le soutien régional est assuré par l'IWEPS (Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique), l'IBSA (Institut bruxellois de Statistique et d'Analyse) et le Département WSE (Werk en Sociale Economie) de l'administration flamande.

1 | Introduction

Vers une analyse régionale de la dynamique du marché du travail

Cette revue DynaM dresse le tableau de la dynamique d'emploi totale dans chaque région, en s'intéressant plus particulièrement à la dynamique régionale dans les établissements locaux. La création ou la destruction d'emplois pour une entreprise dans son ensemble masque en effet divers flux sous-jacents : le recrutement de nouveaux travailleurs, les sorties de travailleurs d'une entreprise et les mouvements de personnel ou le déménagement intégral d'établissements d'une même entreprise d'une région à une autre. Ces éléments seront abordés dans cette nouvelle revue.

Nous développons ici l'analyse du dernier DynaM release (Release DynaM décembre 2016), dans lequel la création et la destruction d'emplois sur le marché du travail belge étaient analysés. La croissance ou la contraction d'une entreprise est déterminée par l'emploi global au sein de l'entreprise (l'emploi dans l'ensemble des établissements) au début et à la fin de la période à comparer. La création ou la destruction d'emplois ne peut ainsi être véritablement localisée (c'est-à-dire attribuée à une seule région) que si l'employeur n'est présent que dans une seule zone géographique, par exemple une région. Si une entreprise est active dans plusieurs régions, la création d'emplois ne peut pas être attribuée de manière univoque à une région. Ainsi, une entreprise dans son ensemble peut croître et créer des emplois, mais augmenter son emploi dans une région et le réduire dans une autre. Si nous voulons savoir ce qu'il se passe au niveau régional, nous devons examiner de manière explicite l'évolution à ce niveau.

Dans cette analyse, nous devons nous limiter aux employeurs qui dépendent de l'ONSS. L'analyse des entrées et sorties de travailleurs nécessite des informations détaillées au sujet des flux de travailleurs, lesquelles ne sont disponibles, pour l'instant, que pour les employeurs connus auprès de l'ONSS. Ces chiffres concernent 99 % des employeurs et un peu plus de 90 % des salariés en Belgique¹, mais 100 % de l'emploi dans le secteur privé. Les travailleurs qui relèvent de l'ORPSS² ne sont pas inclus dans cette analyse. Dans le cadre de DynaM, les deux sources sont disponibles, au niveau belge, en vue de la mesure de la dynamique des employeurs.

Le DynaM Release de décembre a déjà donné un premier aperçu de cette dynamique, pour la période 2014-2015. Le Tableau 1 résume ces résultats, dans lequel on fait une distinction entre les employeurs qui dépendent de l'ONSS (comme dans ce rapport) et les totaux qui incluent les chiffres de l'ORPSS. En ce qui concerne les employeurs unirégionaux (les employeurs actifs dans une seule région), des emplois nets ont été créés dans les trois régions. Les employeurs multirégionaux³ ont également créé des emplois de manière agrégée (environ 12 900) mais ce chiffre dissimule de grandes différences régionales : dans les établissements bruxellois de ces entreprises, le nombre net d'emplois a reculé de 2 000 –avec une contraction brute de 14.900–, tandis que dans les établissements flamands, il a progressé de 14 100 –avec une croissance brute sous-jacente de 27.370 emplois– et que les

¹ L'ONSS rassemble les données de 219 169 employeurs, auprès desquels 3 505 885 travailleurs sont employés (en 2015), pour un total de 221 000 employeurs et 3 871 242 travailleurs. Ne pas prendre les chiffres de l'ORPSS en considération implique qu'une partie du secteur public est omise.

² ORPSS signifie Office des régimes particuliers de sécurité sociale. En ce qui concerne le marché belge du travail, il s'agit de l'emploi dans les administrations locales et provinciales.

³ Les employeurs multirégionaux belges représentent environ 2,4 % du nombre total d'entreprises et environ 35 % de l'emploi total.

établissements de la Région wallonne ont enregistré une augmentation nette limitée de 860 emplois. Ici, la croissance et la contraction brute d'emplois s'équilibrent.

Tableau 1 Emploi régional chez les employeurs unirégionaux et multirégionaux (2014-2015)

Région	employeur unirégional	employeur multirégional			évolution nette totale
	évolution nette	augmentation	diminution	évolution nette	
ONSS					
Région de Bruxelles-capitale	4.283	13.152	16.010	-2.858	1.425
Région flamande	9.514	28.553	13.750	14.803	24.317
Région wallonne	4.177	11.394	10.462	932	5.109
<i>Total</i>	<i>17.974</i>	<i>53.099</i>	<i>40.222</i>	<i>12.877</i>	<i>30.851</i>
ONSS + ORPPS					
Région de Bruxelles-capitale	4.525	12.899	14.942	-2.043	2.482
Région flamande	9.766	27.369	13.266	14.103	23.869
Région wallonne	5.645	11.490	10.624	866	6.511
<i>Total</i>	<i>19.936</i>	<i>51.758</i>	<i>38.832</i>	<i>12.926</i>	<i>32.862</i>

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données y compris ONSS et ORPPS

Dans cette DynaM Review, nous allons compléter ce tableau et nous intéresser aux flux sous-jacents. Nous examinerons également où les entrées et sorties de travailleurs se produisent. En outre, la série chiffrée historique du projet DynaM (2006-2015) sera convertie en statistiques régionales. Il a été décidé de ne pas rapporter ces chiffres à un niveau de détail plus fin que celui des régions : avant 2014-2015, toutes les entreprises n'étaient pas obligées de rapporter le lieu de travail. L'affectation des données manquantes relatives au lieu de travail a été réalisée au moyen d'une extrapolation, de sorte qu'une légère erreur de mesure est possible pour ces années. L'analyse au niveau global de la région permet de limiter cette erreur de mesure au minimum⁴. À partir de 2014-2015, les informations relatives au lieu de travail sont complètes. Ces statistiques sont également abordées de manière détaillée dans ce rapport.

Ci-après, nous présentons une analyse détaillée pour chaque région, dans laquelle nous examinons de près la période la plus récente (2014-2015), cet examen sera complété par une analyse de la période 2006-2015 dans son intégralité. Nous terminons cette revue par une comparaison entre les trois régions.

⁴ Cf. note méthodologique rédigée dans le cadre de DynaM-reg (2016).

2 | Aperçu des indicateurs de la dynamique d'emploi régionale

Dans ce chapitre, nous présentons une première décomposition des différents éléments à la base de la dynamique régionale. La Figure 1 et le Tableau 2 donnent un résumé des flux sous-jacents. L'encadré à la page 12 précise les définitions utilisées.

Figure 1 Approche de la mesure des dynamiques régionales sur le marché du travail

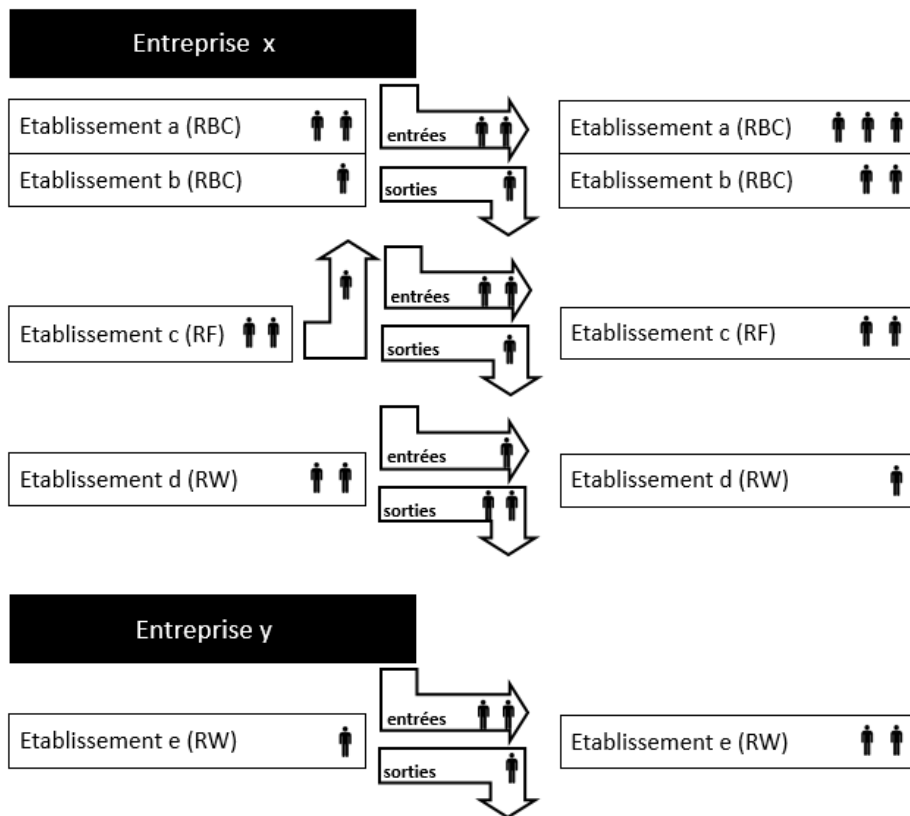


Tableau 2 Approche de la mesure des dynamiques régionales sur le marché du travail

Région	Nombre d'emplois		Solde	Entrées	Sorties	Glissement interne
	Début période	Fin période				
Entreprise X	7	8	1	5	-4	
<i>Région Bruxelles-capitale</i>	3	5	2	2	-1	1
<i>Région flamande</i>	2	2	0	2	-1	-1
<i>Région wallone</i>	2	1	-1	1	-2	0
Entreprise Y	1	2	1	2	-1	
<i>Région wallonne</i>	1	2	1	2	-1	0

Région	Evolution nette	Augmentation Diminution		Entrées	Sorties	Glissement interne
Région Bruxelles-capitale	2	2		2	-1	1
Région flamande	0	0		2	-1	-1
Région wallone	0	1	-1	3	-3	0
<i>Total</i>	2	3	-1	7	-5	0

Pour chaque établissement local, nous savons combien de **travailleurs sont employés au début et à la fin d'une période**. Nous savons aussi **combien de travailleurs sont nouveaux dans l'entreprise** et **combien de travailleurs ont quitté l'entreprise** au cours de cette période. Ci-après, nous examinons ces totaux au niveau régional, en agrégeant le nombre de travailleurs dans les différents établissements.

Pour l'exemple donné à la Figure 1, le total est de 3 emplois en Région de Bruxelles-Capitale pour l'Entreprise X au début de la période et de 5 à la fin de la période. L'établissement en Région flamande commence et termine avec 2 emplois, tandis que l'établissement en Région wallonne commence avec 2 travailleurs et termine avec 1. Au total, nous obtenons une augmentation de 2 emplois en Région de Bruxelles-Capitale et une disparition de 1 emploi en Région wallonne. Si nous examinons cet exemple à l'aide de l'approche classique, en prenant l'entreprise comme point de départ, nous voyons que l'entreprise dans son ensemble se développe. Au total, 1 emploi a été créé, faisant passer le nombre d'emplois de 7 à 8. Si nous examinons ce qu'il se passe au niveau des travailleurs, nous constatons que cette augmentation est due à l'entrée de 5 travailleurs et à la sortie de 4 travailleurs. L'entreprise Y possède 1 établissement en Région wallonne, où 1 emploi net a été créé à la suite de l'entrée de 2 travailleurs et de la sortie de 1 travailleur. Comme l'Entreprise Y n'est qu'active dans une région, la création d'emplois nette est égale à l'évolution nette de l'emploi régional.

Les trois dernières colonnes du Tableau 2 montrent les éléments sous-jacents de cette augmentation ou diminution. Si une entreprise est active dans une région, la différence entre les entrées et les sorties dans cette région représente la croissance ou la contraction nette de cette entreprise. Ainsi, l'augmentation dans l'entreprise Y s'explique par l'entrée de 2 travailleurs et la sortie de 1 travailleur. Ce n'est pas nécessairement le cas pour les entreprises qui sont actives dans plus d'une région : la croissance ou contraction nette dans une région se compose non seulement de la différence entre les entrées et les sorties de travailleurs dans cette région, mais aussi des mouvements des travailleurs au sein de l'entreprise, d'une région à une autre. En ce qui concerne l'Entreprise X, l'augmentation en Région de Bruxelles-Capitale (solde +2) se compose de la différence entre les entrées et les sorties (+1) et du mouvement d'un travailleur de la Région flamande vers la Région de Bruxelles-Capitale (+1). Les travailleurs qui changent de lieu de travail au sein d'une entreprise, en se déplaçant vers une autre région, ne peuvent pas être identifiés de manière individuelle. Nous déduisons ce flux à partir de la croissance régionale nette qui ne peut pas être expliquée par les entrées et sorties de travailleurs.

La partie inférieure du Tableau 2 présente le total pour chacune des trois régions. L'évolution nette en Région wallonne est stable, car la diminution de l'emploi dans l'entreprise X est compensée par l'augmentation dans l'entreprise Y. Pour la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale, l'évolution nette est égale au solde de l'entreprise X.

Le Tableau 3 présente la dynamique régionale agrégée pour la période 2014-2015 ainsi que les flux sous-jacents, ce qui nous permet de donner le nombre total d'emplois par région. Comme indiqué précédemment, ces chiffres ne comprennent pas les employeurs connus auprès de l'ORPSS. Une première étape consiste à additionner, pour chaque entreprise, le nombre total d'emplois dans les établissements bruxellois, flamands et wallons pour l'année de départ et l'année de fin. La différence est ensuite calculée.

Tableau 3 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail (2014-2015)

Région	Evolution nette	Augmentation	Diminution	Entrées	Sorties	Solde entrées/sorties	Glissement interne
Région Bruxelles-capitale	1.425	36.163	34.738	90.258	86.331	3.927	-2.502
Région flamande	24.317	124.380	100.063	357.388	335.793	21.595	2.722
Région wallonne	5.109	52.850	47.741	136.024	130.695	5.329	-220
Total	30.851	213.393	182.542	583.670	552.819	30.851	0

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Ce calcul est présenté dans les colonnes (2) et (3) du Tableau 3 : le nombre d'emplois peut rester stable, augmenter ou diminuer. Ainsi, en Région de Bruxelles-Capitale, l'augmentation brute est de 36 163, tandis que la diminution brute est de 34 738. La différence entre l'augmentation et la diminution indique à son tour l'évolution nette du nombre d'emplois dans chaque région. Pour la Région de Bruxelles-Capitale, l'augmentation nette du nombre d'emplois est ainsi de 1 425. En Région flamande, nous comptons une augmentation de 124 380 emplois et une diminution de 100 063 emplois, ce qui donne une augmentation nette de l'emploi de 24 317. En Région wallonne, l'augmentation nette de l'emploi est de 5 109 entre 2014 et 2015, avec 52 820 emplois supplémentaires et 47 741 emplois disparus.

La dernière partie du Tableau 3 présente les flux sous-jacents de travailleurs qui déterminent l'évolution du nombre d'emplois : le nombre total d'emplois d'une entreprise dans une région varie en raison de l'arrivée de nouveaux travailleurs dans l'entreprise (entrées), du départ de travailleurs de l'entreprise (sorties) et des changements d'emploi des travailleurs au sein de l'entreprise, d'une région à une autre (mouvements internes). Nous pouvons lier un emploi local aux flux de travailleurs entrant et sortant de l'entreprise⁵.

En Région de Bruxelles-Capitale, nous observons des entrées de 90 258 nouveaux travailleurs, tandis que 86 331 travailleurs quittent leur établissement dans la région. Nous obtenons un solde net de 3 927 emplois. Étant donné qu'en réalité, l'augmentation nette des emplois en Région de Bruxelles-Capitale n'est que de 1 425 emplois, il y a eu un transfert net de 2 502 emplois de la Région de Bruxelles-Capitale vers la Région flamande ou la Région wallonne au sein de la même entreprise. En Région flamande, l'augmentation nette du nombre d'emplois est de 24 317. 357 388 travailleurs ont

⁵ Un emploi est défini comme le lien entre un travailleur et un employeur, compte tenu de la possibilité qu'un travailleur puisse être actif auprès de plusieurs employeurs. Si une personne commence à travailler chez deux employeurs, il s'agira de deux entrées. Ci-après, nous simplifions cet aspect et considérons les entrées et les sorties comme un flux de travailleurs où chaque mouvement correspond à un travailleur.

ainsi commencé à travailler dans une entreprise, tandis que 335 793 travailleurs employés en Région flamande ont quitté leur entreprise. Les entrées positives nettes sont donc de 21 595 travailleurs, ce qui signifie que 2 722 emplois se sont déplacés de la Région de Bruxelles-Capitale ou de la Région wallonne vers la Région flamande, au sein d'une même entreprise. En Région wallonne, l'augmentation nette du nombre d'emplois est de 5 109. La différence entre les entrées et les sorties donne un résultat positif de 5 329 emplois supplémentaires, ce qui signifie qu'il y a également eu un léger glissement de 220 emplois de la Région wallonne vers la Région de Bruxelles-Capitale et la Région flamande.

Au total, dans les trois régions, nous comptons 30 851 nouveaux emplois créés⁶. Comme le montre le tableau, la distribution régionale de ces emplois dépend du comportement en matière d'embauche dans les établissements locaux (les entrées et sorties de travailleurs) et des mouvements internes dans les entreprises (la mesure dans laquelle les entreprises déménagent ou déplacent des travailleurs). Au cours de la période 2014-2015, la plus grande augmentation du nombre d'emplois a été réalisée en Région flamande. Une petite partie de cette augmentation s'explique par les mouvements internes de travailleurs de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Région wallonne vers la Région flamande.

Le Tableau 4 présente la croissance relative, par rapport au nombre total d'emplois dans chaque région. La croissance de l'emploi est clairement la plus élevée en Région flamande, principalement en raison de la faible diminution brute. La croissance nette est la plus faible en Région de Bruxelles-Capitale, malgré la croissance brute élevée : sans les mouvements internes (vers les autres régions), la croissance nette en Région de Bruxelles-Capitale aurait été de 0,7 % (15,9 %-15,2%), soit les 3 927 emplois du Tableau 3. En Région flamande et en Région wallonne, l'impact des mouvements au sein des entreprises sur l'évolution nette est limité. En Région flamande, la croissance sans ce facteur est de 1,1 %, tandis qu'en Région wallonne, elle reste de 0,6 %.

Tableau 4 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail - croissance relative (2014-2015)

Région	Evolution nette	Augmentation	Diminution	Entrées	Sorties
Région Bruxelles-capitale	0,3%	6,4%	6,1%	15,9%	15,2%
Région flamande	1,2%	6,1%	4,9%	17,6%	16,5%
Région wallonne	0,6%	6,0%	5,4%	15,4%	14,8%
<i>Total</i>	<i>0,9%</i>	<i>6,1%</i>	<i>5,2%</i>	<i>16,7%</i>	<i>15,9%</i>

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Dans le chapitre suivant, nous allons approfondir la dynamique du marché du travail régional pour la période 2014-2015. À cet égard, nous nous intéresserons aux différences sectorielles au sein de chaque région et nous examinerons les dynamiques en fonction de la taille des entreprises.

Ensuite, nous nous pencherons sur l'évolution à long terme des dynamiques régionales. Dans le cadre de DynaM-reg, des séries temporelles plus anciennes ont été traitées, ce qui nous permet d'analyser les variations annuelles pour la période de 2006 à 2015. Cette analyse est également centrée sur la tendance dans les trois régions⁷. Nous présentons l'évolution nette annuelle dans les quatre secteurs principaux (primaire, secondaire, tertiaire et quaternaire).

⁶ À titre de comparaison : dans le Tableau 1 (qui comprend également les travailleurs qui dépendent de l'ORPSS), nous observons une augmentation de 32 862 emplois.

⁷ L'affectation de l'emploi local n'était pas obligatoire avant 2014. Elle avait lieu soit lors du traitement ultérieur des données, soit de manière aléatoire sur la base d'une extrapolation. L'analyse au niveau des régions permet de minimiser cette marge d'erreur.

Aperçu des concepts et définitions

Évolution nette – Création d'emplois/destruction d'emplois – Nombre total d'emplois

Au sein de chaque entreprise, les travailleurs actifs dans les différents établissements sont additionnés, au 30 juin de l'année de départ et de l'année de fin. La différence entre le début et la fin de la période de calcul donne l'évolution nette qui, selon qu'elle est positive ou négative au niveau de l'entreprise, est considérée comme une création d'emplois ou une destruction d'emplois. Comme cet exercice a lieu au niveau de l'entreprise, une distinction peut être faite selon le secteur, la taille de l'entreprise et le type d'entreprise (en croissance ou contraction, débutant ou cessant ses activités).

Augmentation/diminution régionales

L'emploi des employeurs est scindé par région. Si l'emploi d'un employeur dans la région A est supérieur à la fin de la période de référence, par rapport au début de cette période, et est plus petit dans la région B, il existe une augmentation régionale dans la région A et une diminution régionale dans la région B. Pour les employeurs qui n'avaient de l'emploi que dans une seule région au cours de la période de référence (du 30 juin de l'année t-1 au 30 juin de l'année t), l'opération revient à déterminer la création ou la destruction d'emplois. Pour les employeurs qui avaient de l'emploi dans plusieurs régions, la création ou la destruction d'emplois est le résultat net des augmentations/diminutions dans les différentes régions. La différence entre l'augmentation et la diminution régionales donne l'évolution nette de l'emploi régional.

Entrées et sorties de travailleurs

Dans DynaM, la plupart des flux de base sur le marché du travail sont qualifiés d'entrées ou de sorties. Il s'agit chaque fois des entrées dans ou de sorties hors d'une entreprise assujettie à l'ONSS. À l'instar de la dynamique de l'emploi, la dynamique des travailleurs est mesurée au niveau de l'entreprise, en comparant l'effectif à deux moments différents. Concrètement, l'effectif du personnel au 30 juin de l'année t-1 est comparé à l'effectif du personnel au 30 juin de l'année t.

Lorsqu'un travailleur d'une entreprise assujettie à l'ONSS ne se trouve pas dans la Dmfa de l'année t-1 mais est mentionné dans la Dmfa de l'année t, nous parlons d'entrée (Davis et Haltiwanger 1999). De même, une sortie est enregistrée lorsqu'un travailleur qui était encore actif dans l'entreprise au 30 juin de l'année t-1 n'est plus enregistré au 30 juin de l'année t (Davis et Haltiwanger 1999).

La différence entre les entrées et les sorties au niveau de l'entreprise constitue l'évolution nette de l'emploi. Si nous examinons la différence entre les entrées et les sorties au niveau régional, nous obtenons le solde net des entrées et des sorties. Les travailleurs qui étaient déjà actifs dans l'entreprise, mais dans un autre établissement, ne sont pas comptés dans les entrées ni les sorties. Il s'agit d'un glissement interne (au sein d'une même entreprise) d'une région à une autre.

Calcul des taux – nombre moyen d'emplois

Afin de pouvoir comparer les statistiques d'augmentation/diminution d'emploi ou d'entrées/sorties des travailleurs entre secteurs ou entre région, ceux-ci sont rapportés à l'emploi total dans la région, le secteur, etc. Pour ce faire, nous prenons les moyennes du nombre d'emplois par région, ou par secteur, au début et à la fin de chaque période.

3 | Région de Bruxelles-Capitale

3.1 La dynamique au cours de la période 2014-2015

Le Tableau 5 présente la dynamique régionale en Région de Bruxelles-Capitale par secteur, selon la nomenclature NACE. Nous examinons ici l'augmentation et la diminution régionales, ainsi que l'évolution nette qui en résulte, au niveau absolu et relatif. Les taux de croissance relatifs ont été déterminés à l'aide de l'emploi total pour chaque secteur dans la région. Le Tableau 6 et le Tableau 7 vont plus loin et listent les dix secteurs ayant enregistré, respectivement, les plus fortes croissances et les plus fortes contractions (au niveau NACE à 2 chiffres).

La croissance nette de l'emploi en Région de Bruxelles-Capitale est très faible, avec 0,3 %. Les flux sous-jacents d'augmentation et de diminution des emplois en Région de Bruxelles-Capitale s'équilibrent. La plus forte augmentation nette est enregistrée dans le secteur de l'enseignement (+2 246) et dans les services administratifs et de soutien (+2 459). Ces derniers couvrent principalement le secteur de l'intérim, qui progresse de 8,3 % et qui connaît une croissance brute de 15 %, ainsi que les services relatifs aux bâtiments, qui ont enregistré une augmentation nette de 2,6 %. Les soins de santé et services sociaux sont également une source importante de croissance. Les services sociaux, avec et sans le logement, réalisent une croissance nette respective de 2,8 % et 3,8 %, avec une croissance brute sous-jacente de 6,6 % et 6,2 %.

La principale contraction nette de l'emploi se situe dans les secteurs de l'administration publique et de la défense, des assurances sociales obligatoires (-1 998), des activités financières et assurances (-1 917) et du commerce de gros et de détail (-1 174). En ce qui concerne les activités financières, la contraction est en grande partie due aux services financiers, hormis les assurances : bien que certaines entreprises aient augmenté leur effectif de personnel en Région de Bruxelles-Capitale (croissance brute de 1,7 %), nous observons une diminution importante de l'emploi régional : contraction brute de 5,6 %. Dans le secteur du commerce de gros et des intermédiaires de commerce, la croissance brute élevée dans les établissements bruxellois est à noter (augmentation de 1 772, soit 7,8 %), mais aussi la forte diminution brute dans d'autres établissements, de sorte que le secteur connaît une contraction nette de 5,4 %. Le nombre d'emplois dans les activités de poste et de courrier connaît une baisse nette de 526, soit environ 10 %

Tableau 5 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail en Région de Bruxelles-Capitale, selon le secteur (2014-2015)

Section NACE	évolution nette		augmentation		diminution		nombre total d'emplois
	#	%	#	%	#	%	
A Agriculture, sylviculture et pêche	0	0,0%	23	22,3%	23	22,3%	103
B Industries extractives	-1	-1,1%	0	0,0%	1	1,1%	93
C Industries manufacturières	-456	-2,8%	858	5,3%	1.314	8,1%	16.221
D Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-38	-0,6%	71	1,1%	109	1,7%	6.303
E Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	77	8,3%	118	12,7%	41	4,4%	929
F Construction	-484	-3,5%	1.513	11,0%	1.997	14,6%	13.712
G Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	-1.174	-2,0%	5.481	9,5%	6.655	11,5%	57.913
H Transports et entreposage	-252	-0,8%	1.678	5,6%	1.930	6,4%	30.028
I Hébergement et restauration	610	2,3%	3.358	12,4%	2.748	10,2%	27.015
J Information et communication	635	2,0%	2.419	7,8%	1.784	5,7%	31.053
K Activités financières et d'assurance	-1.917	-3,2%	1.167	2,0%	3.084	5,2%	59.326
L Activités immobilières	-8	-0,1%	471	8,1%	479	8,2%	5.818
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	429	1,2%	2.937	8,4%	2.508	7,2%	34.884
N Activités de services administratifs et de soutien	2.459	4,1%	6.633	11,2%	4.174	7,0%	59.386
O Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	-1.998	-2,4%	1.016	1,2%	3.014	3,6%	82.662
P Enseignement	2.246	3,8%	2.912	4,9%	666	1,1%	59.010
Q Activités médico-sociales et sociales	696	1,5%	2.323	5,0%	1.627	3,5%	46.678
R Arts, spectacles et activités récréatives	-12	-0,1%	792	8,5%	804	8,6%	9.367
S Autres services	495	2,1%	2.061	8,9%	1.566	6,7%	23.202
T Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	49	9,3%	138	26,3%	89	16,9%	526
U Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	69	2,9%	194	8,0%	125	5,2%	2.413
Totaal	1.425	0,3%	36.163	6,4%	34.738	6,1%	566.638

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Tableau 6 10 principaux secteurs en croissance en Région de Bruxelles-Capitale (2014-2015, niveau NACE à 2 chiffres)

NACE 2 digit	Evolution nette		Augmentation		Diminution		Nombre total d'emplois
	#	%	#	%	#	%	
85 Enseignement	2.246	3,8%	2.912	4,9%	666	1,1%	59.010
78 Activités liées à l'emploi	1.529	8,3%	2.781	15,0%	1.252	6,8%	18.482
81 Services relatifs aux bâtiments; aménagement paysager	768	2,6%	2.799	9,6%	2.031	7,0%	29.112
61 Télécommunications	541	5,1%	715	6,7%	174	1,6%	10.637
88 Action sociale sans hébergement	415	2,8%	970	6,6%	555	3,8%	14.648
87 Activités médico-sociales et sociales avec hébergement	384	3,8%	636	6,2%	252	2,5%	10.212
94 Activités des organisations associatives	369	1,9%	1.503	7,6%	1.134	5,8%	19.700
49 Transports terrestres et transport par conduites	362	1,6%	1.454	6,4%	1.092	4,8%	22.765
56 Restauration	314	1,5%	2.859	13,2%	2.545	11,8%	21.617
71 Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques	306	4,2%	618	8,5%	312	4,3%	7.312

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Tableau 7 10 principaux secteurs en contraction en Région de Bruxelles-Capitale (2014-2015, NACE 2 digit)

NACE 2 digit	Evolution nette		Augmentation		Diminution		Nombre total d'emplois
	#	%	#	%	#	%	
84 Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	-1.998	-2,4%	1.016	1,2%	3.014	3,6%	82.662
64 Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	-1.502	-3,9%	647	1,7%	2.149	5,6%	38.056
46 Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	-1.215	-5,4%	1.772	7,8%	2.987	13,2%	22.591
53 Activités de poste et de courrier	-526	-9,5%	97	1,8%	623	11,3%	5.520
65 Assurance, réassurance et caisses de retraite, à l'exclusion des assurances sociales obligatoires	-453	-3,0%	139	0,9%	592	3,9%	15.325
18 Imprimerie et reproduction d'enregistrements	-326	-37,6%	33	3,8%	359	41,4%	868
43 Travaux de construction spécialisés	-291	-4,0%	949	13,1%	1.240	17,1%	7.243
45 Commerce de gros et de détail et réparation véhicules automobiles et de motocycles	-241	-5,4%	334	7,5%	575	12,9%	4.453
60 Programmation et diffusion de programmes de radio et de télévision	-184	-3,9%	20	0,4%	204	4,3%	4.754
93 Activités sportives, récréatives et de loisirs	-169	-6,9%	235	9,5%	404	16,4%	2.463

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Le Tableau 8 présente les flux sous-jacents de travailleurs en Région de Bruxelles-Capitale. Nous examinons ici les entrées et sorties dans chaque secteur, ainsi que les mouvements éventuels entre établissements d'une même entreprise. L'ampleur des entrées et sorties est particulièrement liée au secteur. Ainsi, elles sont plutôt élevées dans l'horeca (hébergement et restauration) et le secteur de l'intérim (services administratifs et de soutien), notamment, et plus faible dans le secteur public (administration publique et défense) et le secteur financier.

Les entrées dans le commerce de gros et de détail sont du même ordre de grandeur que les sorties. Il est à noter ici que la baisse nette de l'emploi est en grande partie due aux mouvements internes de

travailleurs de la Région de Bruxelles-Capitale vers la Région flamande et la Région wallonne : environ 1 260 emplois se sont déplacés vers un établissement flamand ou wallon⁸. Dans le secteur financier et les assurances également, ce facteur est important : la diminution nette de l'emploi y est de 1 900, avec le déplacement interne de 890 emplois vers un établissement flamand ou wallon. Dans le secteur de l'information et de la communication, l'emploi régional connaît une progression nette de 635 (2 %), avec 549 emplois provenant de la Région flamande ou de la Région wallonne. Dans l'industrie, le solde entre les entrées et les sorties est de -126, avec, en outre, 330 emplois s'étant déplacés vers des établissements en Région flamande ou en Région wallonne, ce qui donne une diminution nette totale du nombre d'emplois de 456.

Tableau 8 Aperçu des flux régionaux de travailleurs en Région de Bruxelles-Capitale, selon le secteur (2014-2015)

Section NACE	évolution nette	entrées	sorties	glissement interne	nombre total d'emplois
A Agriculture, sylviculture et pêche	0	34	36	2	103
B Industries extractives	-1	15	14	-2	93
C Industries manufacturières	-456	2.143	2.269	-330	16.221
D Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-38	408	477	31	6.303
E Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et	77	117	88	48	929
F Construction	-484	2.289	2.760	-13	13.712
G Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	-1.174	10.930	10.836	-1.268	57.913
H Transports et entreposage	-252	3.654	3.377	-529	30.028
I Hébergement et restauration	610	7.975	7.211	-154	27.015
J Information et communication	635	3.976	3.890	549	31.053
K Activités financières et d'assurance	-1.917	4.495	5.519	-893	59.326
L Activités immobilières	-8	909	888	-29	5.818
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	429	7.160	6.721	-10	34.884
N Activités de services administratifs et de soutien	2.459	18.150	15.297	-394	59.386
O Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	-1.998	5.604	7.720	118	82.662
P Enseignement	2.246	7.362	5.897	781	59.010
Q Activités médico-sociales et sociales	696	7.050	6.195	-159	46.678
R Arts, spectacles et activités récréatives	-12	2.777	2.591	-198	9.367
S Autres services	495	4.662	4.107	-60	23.202
T Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	49	139	96	6	526
U Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	69	409	342	2	2.413
Total	1.425	90.258	86.331	-2.502	566.638

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

⁸ 735 emplois viennent du secteur du commerce de gros et des intermédiaires de commerce ; 424 emplois proviennent du commerce de détail.

Le Tableau 9, le Tableau 10 et le Tableau 11 présentent un aperçu de l'augmentation et de la diminution de l'emploi régional, cette fois en fonction de la taille de l'entreprise. En d'autres termes, nous ne nous intéressons pas à la taille des différents établissements, mais nous les classons en fonction de la taille de l'entreprise dans son ensemble. Nous distinguons ainsi les petites (< 50 travailleurs), moyennes (> 50 et < 200 travailleurs) et grandes (> 200 travailleurs) entreprises⁹.

Environ 25 % de l'emploi en Région de Bruxelles-Capitale se trouvent dans de petites entreprises. Ces dernières connaissent une croissance nette de l'emploi de 0,6 %, avec une croissance et une contraction brutes sous-jacentes élevées (14,3 % et 13,7 % respectivement). Ces chiffres traduisent notamment la grande dynamique dans l'horeca ainsi que dans le commerce de gros et de détail, entre autres. Les établissements de moyennes entreprises représentent 12 % de l'emploi et affichent une croissance nette de 0,9 %. L'emploi dans les établissements des grandes entreprises reste stable.

Quelques secteurs connaissent une évolution différente dans les diverses catégories de taille : nous observons une diminution nette de l'emploi dans les établissements des petites et grandes entreprises du secteur de la construction (diminution de 7,6 % et 4,7 % respectivement), tandis que dans les établissements des moyennes entreprises (qui représentant 2 050 emplois), la croissance nette est de 12 %. Dans le secteur financier, la baisse est la plus sensible dans les établissements des grandes entreprises : au total, l'emploi régional diminue de 4,1 %. L'emploi régional dans les petites et moyennes entreprises s'élève à 12 000 environ et reste stable pendant la période. L'augmentation de l'emploi dans l'horeca (hébergement et restauration) se rencontre dans les petites et moyennes entreprises : la croissance nette est, respectivement, de 3,7 % et 3,2 %, avec une croissance et une contraction brutes élevées principalement dans les petites entreprises.

⁹ Dans de nombreux cas, les petites entreprises se composent d'un seul établissement.

Tableau 9 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail en Région de Bruxelles-Capitale, selon le secteur : petites entreprises (< 50 travailleurs ; 2014-2015)

Section NACE		évolution nette		augmentation		diminution		nombre total d'emplois
		#	%	#	%	#	%	
A	Agriculture, sylviculture et pêche	0	0,0%	23	22,3%	23	22,3%	103
C	Industries manufacturières	-126	-2,4%	633	12,2%	759	14,6%	5.204
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	52	23,2%	60	26,8%	8	3,6%	224
E	Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	-11	-4,4%	21	8,4%	32	12,8%	250
F	Construction	-486	-7,6%	1.112	17,5%	1.598	25,1%	6.358
G	Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	-349	-1,4%	3.676	14,6%	4.025	16,0%	25.219
H	Transports et entreposage	5	0,1%	965	20,8%	960	20,7%	4.647
I	Hébergement et restauration	546	3,7%	2.854	19,3%	2.308	15,6%	14.792
J	Information et communication	172	2,6%	1.233	18,5%	1.061	15,9%	6.681
K	Activités financières et d'assurance	23	0,4%	621	11,0%	598	10,6%	5.621
L	Activités immobilières	-31	-0,7%	435	10,0%	466	10,7%	4.353
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	533	3,7%	2.150	14,8%	1.617	11,1%	14.572
N	Activités de services administratifs et de soutien	23	0,2%	2.138	18,9%	2.115	18,7%	11.328
O	Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	-199	-11,2%	215	12,2%	414	23,4%	1.770
P	Enseignement	190	3,8%	553	11,0%	363	7,2%	5.043
Q	Activités médico-sociales et sociales	295	2,2%	1.197	9,1%	902	6,8%	13.220
R	Arts, spectacles et activités récréatives	-103	-2,3%	502	11,3%	605	13,6%	4.443
S	Autres services	286	1,7%	1.716	10,4%	1.430	8,7%	16.463
T	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	49	9,3%	138	26,3%	89	16,9%	526
U	Activités des organisations et organismes	58	3,1%	177	9,6%	119	6,4%	1.847
Total		927	0,6%	20.419	14,3%	19.492	13,7%	142.659

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Tableau 10 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail en Région de Bruxelles-Capitale, selon le secteur : moyennes entreprises (> 50 travailleurs et < 200 travailleurs ; 2014-2015)

Section NACE		évolution nette		augmentation		diminution		nombre total d'emplois
		#	%	#	%	#	%	
B	Industries extractives	-1		0		1		93
C	Industries manufacturières	-262	-12,3%	65	3,1%	327	15,4%	2.127
E	Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	86	30,7%	89	31,8%	3	1,1%	280
F	Construction	249	12,1%	306	14,9%	57	2,8%	2.056
G	Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	-323	-3,7%	701	8,1%	1.024	11,9%	8.624
H	Transports et entreposage	-66	-7,0%	209	22,2%	275	29,2%	943
I	Hébergement et restauration	134	3,2%	238	5,6%	104	2,5%	4.224
J	Information et communication	56	1,4%	351	9,1%	295	7,6%	3.876
K	Activités financières et d'assurance	7	0,1%	259	4,1%	252	4,0%	6.318
L	Activités immobilières	23	1,6%	36	2,5%	13	0,9%	1.466
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	-102	-1,1%	472	5,3%	574	6,4%	8.900
N	Activités de services administratifs et de soutien	521	5,9%	1.224	13,9%	703	8,0%	8.781
O	Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	-11	-0,3%	104	2,8%	115	3,1%	3.687
P	Enseignement	-16	-0,8%	119	6,1%	135	6,9%	1.945
Q	Activités médico-sociales et sociales	365	3,5%	467	4,4%	102	1,0%	10.505
R	Arts, spectacles et activités récréatives	-93	-5,3%	53	3,0%	146	8,4%	1.742
S	Autres services	34	0,8%	138	3,4%	104	2,5%	4.118
U	Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	3	0,9%	9	2,7%	6	1,8%	334
<i>Total</i>		<i>604</i>	<i>0,9%</i>	<i>4.840</i>	<i>6,9%</i>	<i>4.236</i>	<i>6,1%</i>	<i>70.014</i>

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Tableau 11 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail en Région de Bruxelles-Capitale, selon le secteur : grandes entreprises (> 200 travailleurs ; 2014-2015)

Section NACE	évolution nette		augmentation		diminution		nombre total d'emplois
	#	%	#	%	#	%	
C Industries manufacturières	-68	-0,8%	160	1,8%	228	2,6%	8.890
D Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-90	-1,5%	11	0,2%	101	1,7%	6.079
E Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	2	0,5%	8	2,0%	6	1,5%	399
F Construction	-247	-4,7%	95	1,8%	342	6,5%	5.299
G Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	-502	-2,1%	1.104	4,6%	1.606	6,7%	24.071
H Transports et entreposage	-191	-0,8%	504	2,1%	695	2,8%	24.439
I Hébergement et restauration	-70	-0,9%	266	3,3%	336	4,2%	7.999
J Information et communication	407	2,0%	835	4,1%	428	2,1%	20.496
K Activités financières et d'assurance	-1.947	-4,1%	287	0,6%	2.234	4,7%	47.388
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	-2	0,0%	315	2,8%	317	2,8%	11.412
N Activités de services administratifs et de soutien	1.915	4,9%	3.271	8,3%	1.356	3,5%	39.278
O Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	-1.788	-2,3%	697	0,9%	2.485	3,2%	77.206
P Enseignement	2.072	4,0%	2.240	4,3%	168	0,3%	52.022
Q Activités médico-sociales et sociales	36	0,2%	659	2,9%	623	2,7%	22.954
R Arts, spectacles et activités récréatives	184	5,8%	237	7,4%	53	1,7%	3.183
S Autres services	175	6,7%	207	7,9%	32	1,2%	2.621
U Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	8	3,4%	8	3,4%	0	0,0%	232
Total	-106	0,0%	10.904	3,1%	11.010	3,1%	353.965

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

3.2 Dynamique régionale à long terme

La Figure 2 montre l'évolution du nombre d'emplois en Région de Bruxelles-Capitale ainsi que les flux bruts sous-jacents¹⁰. Un aperçu plus détaillé peut être consulté en annexe, au Tableau 30. Pour chaque période nous déterminons l'augmentation et la diminution de l'emploi régional ainsi que l'évolution nette qui en résulte. Nous réalisons ce calcul par secteur principal, en distinguant les secteurs primaire, secondaire, tertiaire et quaternaire.

L'emploi dans le secteur secondaire est en régression depuis 2006. Durant la période 2014-2015, une contraction nette a également été enregistrée : bien que le nombre brut d'emplois ayant disparu soit inférieur par rapport aux années précédentes, peu de nouveaux emplois ont été créés. Toutefois, la taille du secteur secondaire en Région de Bruxelles-Capitale reste limitée : 37 000 emplois environ au cours de la période 2014-2015.

Dans le secteur tertiaire, nous observons une augmentation nette du nombre d'emplois pour les périodes 2006-2007, 2007-2008, 2009-2010 et 2014-2015. La croissance nette en 2014-2015 est toutefois limitée : bien que la diminution brute du nombre d'emplois soit faible, l'augmentation du nombre d'emplois n'atteint pas le niveau de la période précédente. Le nombre d'emplois a connu une augmentation nette de 950. La plus forte diminution brute de l'emploi a eu lieu au cours des périodes

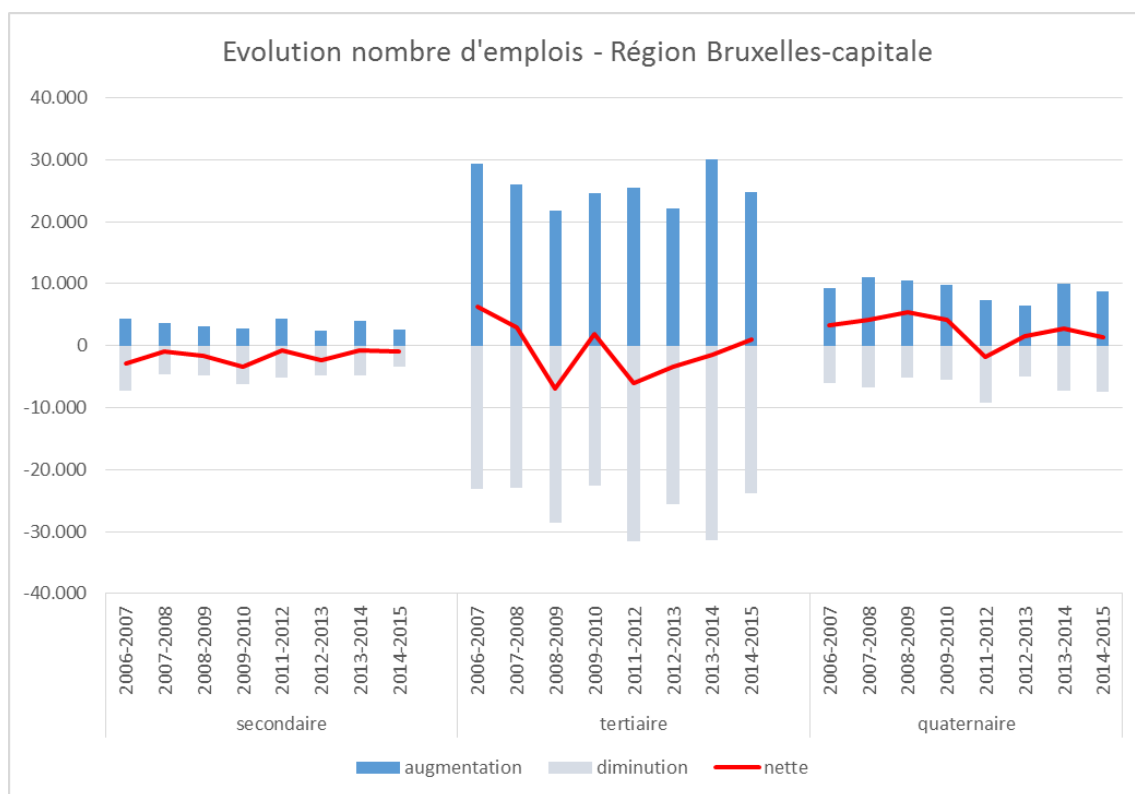
¹⁰ Sur cette figure, le secteur primaire n'est pas représenté en raison de sa taille trop limitée.

2011-2012 et 2013-2014, avec un recul de 31 550 et 31 400 emplois respectivement. Bien que la croissance brute ait été élevée au cours de cette dernière période, elle n'a pas suffi à compenser la diminution brute. Le nombre d'emplois a connu une diminution nette de 1 427.

Dans le secteur quaternaire, une légère contraction de l'emploi n'a été enregistrée qu'au cours de la période 2011-2012. Durant les autres années, une augmentation nette a été réalisée. Au cours des dernières périodes, cette hausse de l'emploi régional est toutefois restée limitée. L'augmentation brute de l'emploi au cours de la période 2014-2015 est encore inférieure au niveau de l'augmentation réalisée durant les périodes comprises entre 2006 et 2010, tandis que la diminution de l'emploi est supérieure à celle enregistrée durant les périodes comprises entre 2006 et 2010.

De manière générale, l'augmentation du nombre d'emplois en Région de Bruxelles-Capitale reste limitée. L'augmentation et la diminution du nombre d'emplois dans les différents sous-secteurs s'équilibrent en grande partie.

Figure 2 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail en Région de Bruxelles-Capitale, selon le secteur principal (2006-2015)



© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

4 | Région flamande

4.1 La dynamique au cours de la période 2014-2015

Le Tableau 12 résume la dynamique régionale en Région flamande selon le secteur, au niveau des sections NACE. Le Tableau 13 et le Tableau 14 approfondissent ce tableau et listent les dix secteurs ayant enregistré, respectivement, la plus grande croissance et la plus grande contraction (au niveau NACE à 2 chiffres).

La croissance nette de l'emploi régional en Région flamande est de 1,2 %. Elle recouvre une croissance brute de 6,1 % et une diminution brute de 4,9 % de l'emploi régional. Les principaux secteurs de croissance sont notamment les services administratifs et de soutien (+14 066 net), les soins de santé et les services sociaux (+6 427) ainsi que l'enseignement (+4 314). Au sein des services de soutien, le secteur de l'intérim connaît une croissance nette de 8,5 %, avec une croissance brute sous-jacente de 10,3 %, tandis que celle des services relatifs aux bâtiments est de 4,3 %. Les services sociaux, avec le logement, connaissent une croissance nette de 3,8 % et une diminution brute très limitée (0,9 %). Dans le secteur des soins de santé humains, la diminution brute est également limitée à 1 %. Bien que le secteur de l'information et de la communication (secteur J) connaisse une croissance limitée, ce n'est pas le cas des activités sous-jacentes relatives à la conception, à la programmation et au conseil informatiques (NACE 62) : l'emploi y connaît une croissance nette de 3,9 %, avec une progression de 10 % de l'emploi dans les établissements en croissance en Région flamande. La restauration (augmentation nette de 4,4 %, avec une croissance et une diminution brutes sous-jacentes élevées) ainsi que l'entreposage et les services auxiliaires des transports (augmentation nette de 3,1 %) sont d'autres activités importantes en croissance.

La principale contraction de l'emploi se situe dans l'industrie et la construction. Le nombre d'emplois dans l'industrie a connu une diminution nette de 6 134, avec la disparition de 4 716 emplois dans la construction de véhicules automobiles, de remorques et de semi-remorques¹¹. Tous les secteurs sous-jacents de la construction reculent (secteurs NACE 41, 42 et 43), bien que la diminution relative pour les travaux de construction spécialisés soit moins importante (diminution nette de -0,9 % contre -4,1 % et -2,8 %). Le secteur de la construction connaît une croissance et une contraction brutes sous-jacentes élevées. Les télécommunications sont comprises dans le secteur de l'information et de la communication (section J) et connaissent une contraction nette de 8,6 %.

¹¹ Ce chiffre s'explique par la fermeture de l'établissement de Ford à Genk.

Tableau 12 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail en Région flamande, selon le secteur (2014-2015)

Section NACE	évolution nette		augmentation		diminution		nombre total d'emplois
	#	%	#	%	#	%	
A Agriculture, sylviculture et pêche	-303	-1,4%	3.619	17,1%	3.922	18,5%	21.203
B Industries extractives	37	8,7%	47	11,0%	10	2,3%	428
C Industries manufacturières	-6.134	-1,8%	11.462	3,5%	17.596	5,3%	331.784
D Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-380	-3,3%	42	0,4%	422	3,6%	11.666
E Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	10	0,1%	349	3,5%	339	3,4%	10.076
F Construction	-2.408	-1,9%	9.766	7,6%	12.174	9,5%	128.349
G Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	964	0,3%	20.907	6,9%	19.943	6,5%	305.018
H Transports et entreposage	1.485	1,1%	7.521	5,7%	6.036	4,5%	132.782
I Hébergement et restauration	2.705	4,0%	13.064	19,3%	10.359	15,3%	67.678
J Information et communication	383	0,8%	4.005	8,1%	3.622	7,4%	49.276
K Activités financières et d'assurance	1.222	2,4%	3.256	6,3%	2.034	4,0%	51.339
L Activités immobilières	154	1,6%	1.004	10,6%	850	9,0%	9.458
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2.013	2,4%	6.924	8,4%	4.911	5,9%	82.750
N Activités de services administratifs et de soutien	14.066	6,1%	21.541	9,3%	7.475	3,2%	230.755
O Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	-645	-1,0%	786	1,2%	1.431	2,3%	63.471
P Enseignement	4.314	1,9%	5.292	2,4%	978	0,4%	222.846
Q Activités médico-sociales et sociales	6.427	2,4%	9.747	3,6%	3.320	1,2%	267.424
R Arts, spectacles et activités récréatives	425	3,0%	1.683	12,0%	1.258	9,0%	14.051
S Autres services	-303	-0,9%	2.702	8,3%	3.005	9,2%	32.716
T Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	355	13,0%	662	24,2%	307	11,2%	2.738
U Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	-70	-51,5%	1	0,7%	71	52,2%	136
Total	24.317	1,2%	124.380	6,1%	100.063	4,9%	2.035.939

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Tableau 13 10 principaux secteurs en croissance en Région flamande (2014-2015, niveau NACE à 2 chiffres)

NACE 2 digit	Evolution nette		Augmentation		Diminution		Nombre total d'emplois
	#	%	#	%	#	%	
78 Activités liées à l'emploi	10.396	8,5%	12.528	10,3%	2.132	1,7%	122.142
85 Enseignement	4.314	1,9%	5.292	2,4%	978	0,4%	222.846
81 Services relatifs aux bâtiments; aménagement paysager	3.230	4,3%	6.244	8,3%	3.014	4,0%	75.120
87 Activités médico-sociales et sociales avec hébergement	2.648	3,8%	3.301	4,8%	653	0,9%	68.902
56 Restauration	2.471	4,4%	12.128	21,5%	9.657	17,1%	56.496
86 Activités pour la santé humaine	2.400	2,3%	3.519	3,3%	1.119	1,0%	106.600
88 Action sociale sans hébergement	1.379	1,5%	2.927	3,2%	1.548	1,7%	91.922
52 Entreposage et services auxiliaires des transports	1.288	3,1%	2.855	6,9%	1.567	3,8%	41.543
62 Programmation, conseil et autres activités informatiques	1.204	3,9%	3.120	10,2%	1.916	6,3%	30.487
47 Commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	1.140	0,8%	10.180	7,3%	9.040	6,5%	139.951

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Tableau 14 10 principaux secteurs en contraction en Région flamande (2014-2015, niveau NACE à 2 chiffres)

NACE 2 digit	Evolution nette		Augmentation		Diminution		Nombre total d'emplois
	#	%	#	%	#	%	
29 Construction et assemblage de véhicules automobiles, de remorques et de semi-remorques	-4.716	-16,4%	477	1,7%	5.193	18,1%	28.761
41 Construction de bâtiments; promotion immobilière	-880	-2,8%	1.969	6,3%	2.849	9,2%	31.071
42 Génie civil	-809	-4,1%	735	3,8%	1.544	7,9%	19.550
43 Travaux de construction spécialisés	-719	-0,9%	7.062	9,1%	7.781	10,0%	77.729
61 Télécommunications	-650	-8,6%	282	3,7%	932	12,3%	7.569
84 Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	-645	-1,0%	786	1,2%	1.431	2,3%	63.471
35 Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-380	-3,3%	42	0,4%	422	3,6%	11.666
25 Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	-365	-1,1%	1.749	5,2%	2.114	6,3%	33.773
28 Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	-355	-1,5%	765	3,2%	1.120	4,7%	23.981
1 Culture et production animale, chasse et services annexes	-302	-1,4%	3.567	17,1%	3.869	18,5%	20.920

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Le Tableau 15 présente les flux de travailleurs sous-jacents en Région flamande. Diverses évolutions sont à nouveau dues aux mouvements entre établissements d'une même entreprise. Le nombre d'emplois dans le commerce de gros et de détail connaît une croissance nette de 964. Parallèlement, 374 emplois se sont déplacés vers la Région wallonne. Dans le secteur financier, l'emploi connaît une croissance nette de 1 222, dont un glissement de 587 emplois en Région flamande. Dans le secteur

de l'information et de la communication, malgré une croissance nette du secteur, nous constatons un glissement de 294 emplois de la Région flamande vers les autres régions¹².

Tableau 15 Aperçu des flux régionaux de travailleurs en Région flamande, selon le secteur (2014-2015)

Section NACE	évolution nette	entrées	sorties	glissement interne	nombre total d'emplois
A Agriculture, sylviculture et pêche	-303	9.438	9.735	-6	21.203
B Industries extractives	37	67	34	4	428
C Industries manufacturières	-6.134	30.801	37.333	398	331.784
D Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-380	495	844	-31	11.666
E Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	10	1.039	1.052	23	10.076
F Construction	-2.408	20.841	23.221	-28	128.349
G Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	964	49.362	48.772	374	305.018
H Transports et entreposage	1.485	18.625	17.335	195	132.782
I Hébergement et restauration	2.705	27.403	24.861	163	67.678
J Information et communication	383	8.122	7.445	-294	49.276
K Activités financières et d'assurance	1.222	5.438	4.803	587	51.339
L Activités immobilières	154	1.735	1.580	-1	9.458
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2.013	14.442	12.654	225	82.750
N Activités de services administratifs et de soutien	14.066	99.837	85.871	100	230.755
O Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	-645	2.589	4.119	885	63.471
P Enseignement	4.314	23.094	18.745	-35	222.846
Q Activités médico-sociales et sociales	6.427	33.558	27.260	129	267.424
R Arts, spectacles et activités récréatives	425	3.685	3.302	42	14.051
S Autres services	-303	6.043	6.384	38	32.716
T Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	355	769	404	-10	2.738
U Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	-70	5	39	-36	136
Total	24.317	357.388	335.793	2.722	2.035.939

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Le Tableau 16, le Tableau 17 et le Tableau 18 présentent l'emploi régional, compte tenu de la taille de l'entreprise.

Les petites entreprises représentent 32 % de l'emploi total en Région flamande. Le nombre d'emplois dans cette catégorie a connu une augmentation nette de 1 %, avec, à nouveau, une croissance et une contraction brutes élevées (11,5 % et 10,5 % respectivement). Les établissements de moyennes

¹² Il s'agit ici d'un glissement sous-jacent de 480 emplois dans le secteur des télécommunications (secteur 61). Dans le secteur du conseil informatique, 129 emplois se sont déplacés vers la Région wallonne.

entreprises représentent 15% de l'emploi et affichent une croissance nette de 0,9 %. L'emploi dans les établissements des grandes entreprises réalise une progression nette de 1,4 %.

En Région flamande également, certains secteurs connaissent une évolution différente selon la taille des entreprises : dans le secteur de l'information et de la communication, le nombre net d'emplois dans les petites entreprises augmente de 1 221, tandis qu'il diminue de 856 dans les grandes entreprises. La croissance nette s'observe principalement dans le secteur de la programmation et du conseil informatiques (NACE 62, augmentation nette de 1 076 dans les petites entreprises), alors que la diminution nette dans les grandes entreprises se situe dans le secteur des télécommunications (NACE 61, diminution nette de 613).

D'autres secteurs connaissent une évolution similaire quelle que soit la taille de l'entreprise. L'emploi dans le secteur de la construction recule dans les trois catégories. La croissance relative nette est la plus élevée dans les établissements des grandes entreprises, tandis que la contraction brute est la plus grande dans les petites entreprises : diminution de 11,8 % du nombre d'emplois, par rapport à une contraction brute de 5,3 % dans les moyennes entreprises et de 4,7 % dans les grandes entreprises. Dans le secteur financier, le nombre d'emplois connaît une augmentation nette dans les trois catégories, en partie en raison des glissements internes entre régions, abordées au Tableau 15. L'augmentation du nombre d'emplois dans le secteur de l'intérim se traduit par une augmentation nette et brute élevée dans les établissements des grandes entreprises du secteur des services de soutien. L'emploi net dans l'horeca progresse dans les trois catégories, mais est concentré dans les petites entreprises.

Tableau 16 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail en Région flamande, selon le secteur : petites entreprises (< 50 travailleurs ; 2014-2015)

Section NACE	évolution nette		augmentation		diminution		nombre total d'emplois	
	#	%	#	%	#	%		
A	Agriculture, sylviculture et pêche	-430	-2,5%	3.055	18,0%	3.485	20,6%	16.954
B	Industries extractives	2	1,2%	12	7,1%	10	5,9%	170
C	Industries manufacturières	-1.041	-1,2%	5.778	6,8%	6.819	8,0%	84.717
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	21	6,0%	42	12,0%	21	6,0%	350
E	Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	-12	-0,4%	247	7,9%	259	8,3%	3.138
F	Construction	-1.269	-1,5%	8.720	10,3%	9.989	11,8%	84.696
G	Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	-582	-0,4%	15.185	9,1%	15.767	9,5%	166.012
H	Transports et entreposage	752	1,8%	4.212	10,0%	3.460	8,2%	42.034
I	Hébergement et restauration	2.438	4,3%	12.369	22,0%	9.931	17,6%	56.321
J	Information et communication	1.221	6,8%	2.910	16,3%	1.689	9,5%	17.842
K	Activités financières et d'assurance	411	2,3%	1.937	10,7%	1.526	8,4%	18.106
L	Activités immobilières	129	1,5%	975	11,5%	846	10,0%	8.492
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1.261	2,9%	5.226	12,0%	3.965	9,1%	43.410
N	Activités de services administratifs et de soutien	1.146	3,8%	4.945	16,2%	3.799	12,4%	30.521
O	Administration publique et défense;	-19	-2,9%	72	10,9%	91	13,8%	662
P	Enseignement	552	5,0%	1.203	10,9%	651	5,9%	11.052
Q	Activités médico-sociales et sociales	1.364	4,6%	3.080	10,4%	1.716	5,8%	29.479
R	Arts, spectacles et activités récréatives	159	1,6%	1.314	13,5%	1.155	11,9%	9.730
S	Autres services	-156	-0,7%	2.412	10,8%	2.568	11,5%	22.287
T	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	355	13,0%	662	24,2%	307	11,2%	2.738
U	Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	-2	-6,3%	1	3,1%	3	9,4%	32
Total		6.300	1,0%	74.357	11,5%	68.057	10,5%	648.738

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Tableau 17 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail en Région flamande, selon le secteur : moyennes entreprises (> 50 travailleurs et < 200 travailleurs ; 2014-2015)

Section NACE	évolution nette		augmentation		diminution		nombre total d'emplois
	#	%	#	%	#	%	
A Agriculture, sylviculture et pêche	42	1,1%	468	12,5%	426	11,4%	3.742
C Industries manufacturières	-1.304	-1,7%	2.517	3,3%	3.821	5,0%	76.277
D Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-40	-9,0%	0	0,0%	40	9,0%	445
E Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	-29	-2,0%	21	1,5%	50	3,5%	1.432
F Construction	-478	-2,0%	804	3,3%	1.282	5,3%	24.336
G Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	-58	-0,1%	2.213	5,0%	2.271	5,2%	43.839
H Transports et entreposage	524	2,0%	1.738	6,5%	1.214	4,6%	26.589
I Hébergement et restauration	12	0,3%	238	5,6%	226	5,3%	4.255
J Information et communication	18	0,2%	586	6,1%	568	5,9%	9.641
K Activités financières et d'assurance	33	1,0%	246	7,2%	213	6,2%	3.435
L Activités immobilières	22	3,1%	26	3,6%	4	0,6%	716
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	166	1,1%	863	5,5%	697	4,4%	15.740
N Activités de services administratifs et de soutien	2.065	6,9%	3.348	11,2%	1.283	4,3%	29.868
O Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	61	2,4%	92	3,6%	31	1,2%	2.566
P Enseignement	246	3,1%	530	6,6%	284	3,5%	8.035
Q Activités médico-sociales et sociales	1.676	3,2%	2.373	4,6%	697	1,3%	51.979
R Arts, spectacles et activités récréatives	-7	-0,2%	96	3,3%	103	3,6%	2.867
S Autres services	-81	-1,5%	166	3,1%	247	4,6%	5.370
U Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	-68	-89,5%	0	0,0%	68	89,5%	76
Total	2.800	0,9%	16.325	5,2%	13.525	4,3%	311.205

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Tableau 18 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail en Région flamande, selon le secteur : grandes entreprises (> 200 travailleurs ; 2014-2015)

Section NACE		évolution nette		augmentation		diminution		nombre total d'emplois
		#	%	#	%	#	%	
A	Agriculture, sylviculture et pêche	85	16,8%	96	19,0%	11	2,2%	507
B	Industries extractives	35	13,6%	35	13,6%	0	0,0%	258
C	Industries manufacturières	-3.789	-2,2%	3.167	1,9%	6.956	4,1%	170.791
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-361	-3,3%	0	0,0%	361	3,3%	10.872
E	Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	51	0,9%	81	1,5%	30	0,5%	5.507
F	Construction	-661	-3,4%	242	1,3%	903	4,7%	19.318
G	Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	1.604	1,7%	3.509	3,7%	1.905	2,0%	95.167
H	Transports et entreposage	209	0,3%	1.571	2,4%	1.362	2,1%	64.159
I	Hébergement et restauration	255	3,6%	457	6,4%	202	2,8%	7.102
J	Information et communication	-856	-3,9%	509	2,3%	1.365	6,3%	21.793
K	Activités financières et d'assurance	778	2,6%	1.073	3,6%	295	1,0%	29.799
L	Activités immobilières	3	1,2%	3	1,2%	0	0,0%	251
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	586	2,5%	835	3,5%	249	1,1%	23.600
N	Activités de services administratifs et de soutien	10.855	6,4%	13.248	7,8%	2.393	1,4%	170.367
O	Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	-687	-1,1%	622	1,0%	1.309	2,2%	60.244
P	Enseignement	3.516	1,7%	3.559	1,7%	43	0,0%	203.759
Q	Activités médico-sociales et sociales	3.387	1,8%	4.294	2,3%	907	0,5%	185.966
R	Arts, spectacles et activités récréatives	273	18,8%	273	18,8%	0	0,0%	1.455
S	Autres services	-66	-1,3%	124	2,5%	190	3,8%	5.059
U	Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	28
Total		15.217	1,4%	33.698	3,1%	18.481	1,7%	1.075.996

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

4.2 Dynamique régionale à long terme

La Figure 3 présente l'évolution du nombre d'emplois, à la fois net et brut, en Région flamande. Un aperçu plus détaillé peut être consulté en annexe, au Tableau 31.

L'évolution dans le secteur primaire dépend fortement du nombre de travailleurs occasionnels dans l'agriculture et l'horticulture. Ce secteur se caractérise par le taux élevé d'augmentation et de diminution de l'emploi (17 % et 18 %, respectivement, au cours de la période 2014-2015). L'évolution nette varie ainsi fortement au fil du temps. Après une augmentation nette de 2 800 emplois au cours de la période 2013-2014, nous observons à présent un léger recul.

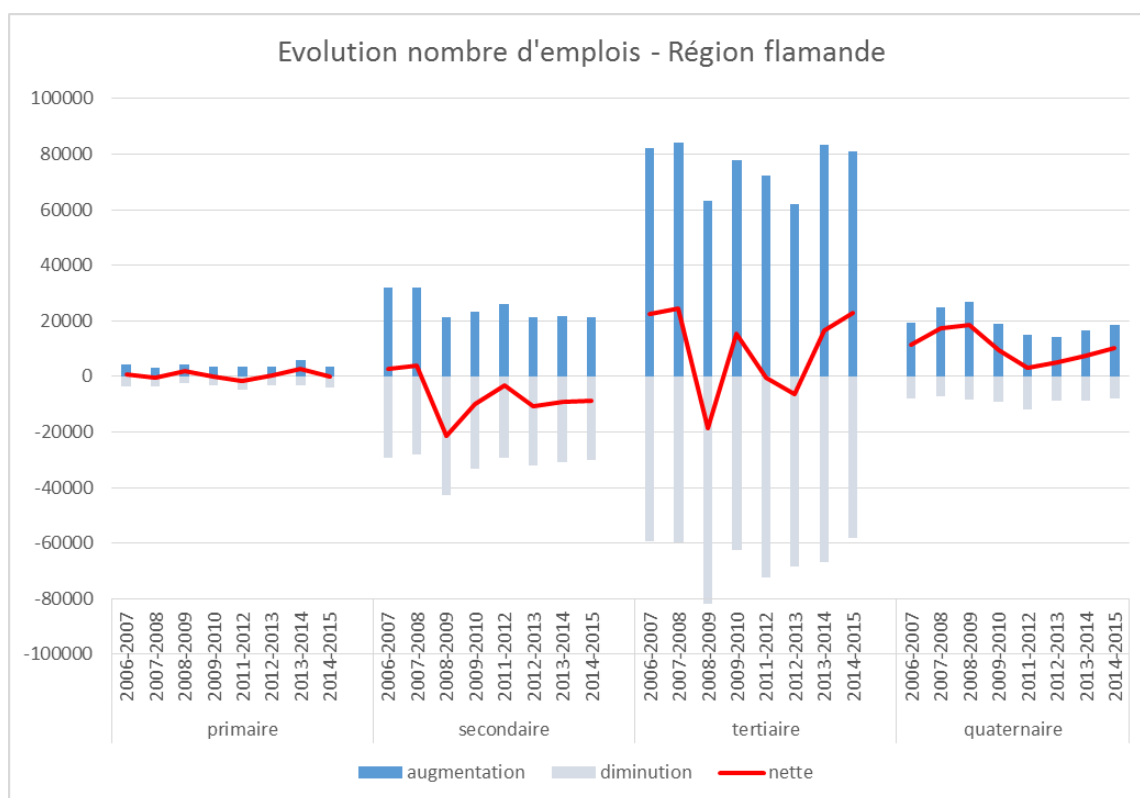
L'emploi dans le secteur secondaire au cours de la période prise en considération est en régression depuis 2009. Le plus grand creux a eu lieu durant la période 2008-2009, lorsque l'emploi net dans le secteur a diminué de 4 %. La croissance brute actuelle durant la dernière période, à savoir 2014-2015,

est encore inférieure aux chiffres des périodes 2006-2007 et 2007-2008 (4,5 % contre 6 %), alors que la contraction brute est encore supérieure de 1 %¹³.

Le secteur tertiaire enregistre une croissance brute élevée au cours de la période 2014-2015 (8,5 %). Elle n'a été supérieure qu'au cours des périodes 2006-2007 et 2007-2008 (9,6 % et 9,8 % respectivement). La diminution brute était faible, ce qui fait de la croissance nette de 2,4 % la plus élevée au cours de la période prise en considération. Au total, il y a eu, en Flandre, 23 000 emplois supplémentaires.

Dans le secteur quaternaire, l'emploi progresse durant toute la période prise en considération. L'évolution à la hausse, qui a débuté au cours de la période 2012-2013, se maintient, grâce à une croissance brute plus élevée de l'emploi. La contraction brute de l'emploi régional au cours des dernières périodes

Figure 3 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail en Région flamande, selon le secteur principal (2006-2015)



© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

¹³ Une estimation pour la période 2015-2016 montre que la diminution du nombre d'emplois dans l'industrie s'est inversée. La diminution annuelle dans la construction s'est également presque immobilisée. Il s'agit ici des chiffres pour les trois régions. (Estimations rapides de l'emploi pour le deuxième trimestre 2016, ONSS)

5 | Région wallonne

5.1 La dynamique au cours de la période 2014-2015

Le Tableau 19 présente la dynamique régionale en Région wallonne, selon le secteur. Le Tableau 20 et le Tableau 21 listent ensuite les dix secteurs ayant enregistré la plus forte croissance et la plus forte contraction (au niveau NACE à 2 chiffres).

La croissance nette de l'emploi régional en Région wallonne est de 0,6 %. La croissance brute est de 6 % ; la diminution brute, de 5,4 %. La plus grande augmentation nette est enregistrée dans les services administratifs et de soutien (+3 188) ainsi que dans les soins de santé humains et les services sociaux (+2 882). Le commerce de gros et de détail (+1 503) et l'horeca (hébergement et restauration, +1 112) connaissent une croissance nette positive. Plus concrètement, le secteur de l'intérim, en particulier, connaît une croissance nette et brute forte (mise à disposition de ressources humaines, 6,3 % et 8,4 % respectivement). Les services relatifs aux bâtiments connaissent une croissance nette de 1,9 %. Ici aussi, nous observons à la fois une croissance brute forte et une diminution brute élevée. Bien qu'elle soit d'une portée limitée, l'augmentation nette de l'emploi dans les activités administratives et de soutien est d'environ 8 %.

La principale contraction nette de l'emploi se situe dans les secteurs de l'administration publique et de la défense, des assurances sociales obligatoires (-2 258), de la construction (-2 009) et de l'industrie (-1 606). Dans ce dernier secteur, nous observons toutefois une croissance brute de 4,3 %, notamment dans l'industrie pharmaceutique et dans l'industrie alimentaire. La contraction nette dans l'industrie se situe notamment dans la métallurgie (secteurs NACE 23 et 24) et dans la fabrication de machines et d'équipements (secteur NACE 28). Bien qu'une croissance brute d'environ 2,5 % soit observée dans ces secteurs (secteurs NACE 23 et 28), une forte diminution brute y est également enregistrée. La construction de bâtiments et la promotion immobilière connaissent une contraction nette de 6,2 %, avec une contraction brute sous-jacente élevée de 14,6 %.

Tableau 19 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail en Région wallonne, selon le secteur (2014-2015)

Section NACE	évolution nette		augmentation		diminution		nombre total d'emplois
	#	%	#	%	#	%	
A Agriculture, sylviculture et pêche	140	3,8%	699	18,8%	559	15,1%	3.713
B Industries extractives	-65	-3,4%	18	0,9%	83	4,4%	1.903
C Industries manufacturières	-1.606	-1,3%	5.107	4,3%	6.713	5,6%	119.728
D Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	23	0,4%	46	0,9%	23	0,4%	5.365
E Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	-5	-0,1%	301	5,8%	306	5,9%	5.156
F Construction	-2.009	-3,3%	5.685	9,3%	7.694	12,6%	61.005
G Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	1.503	1,2%	10.531	8,3%	9.028	7,1%	127.238
H Transports et entreposage	530	1,0%	2.426	4,7%	1.896	3,7%	51.455
I Hébergement et restauration	1.112	3,7%	5.486	18,2%	4.374	14,5%	30.179
J Information et communication	-85	-0,6%	1.197	8,6%	1.282	9,2%	13.863
K Activités financières et d'assurance	350	1,8%	1.269	6,5%	919	4,7%	19.595
L Activités immobilières	66	1,2%	522	9,6%	456	8,4%	5.417
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	101	0,4%	2.488	9,7%	2.387	9,3%	25.779
N Activités de services administratifs et de soutien	3.188	4,1%	6.793	8,8%	3.605	4,7%	77.240
O Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	-2.258	-4,1%	477	0,9%	2.735	5,0%	54.960
P Enseignement	906	0,7%	1.625	1,3%	719	0,6%	121.329
Q Activités médico-sociales et sociales	2.882	2,3%	4.926	3,9%	2.044	1,6%	127.880
R Arts, spectacles et activités récréatives	354	3,3%	1.272	11,8%	918	8,5%	10.793
S Autres services	-143	-0,7%	1.782	8,7%	1.925	9,4%	20.525
T Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	71	15,0%	141	29,8%	70	14,8%	474
U Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	54	12,6%	59	13,8%	5	1,2%	429
Total	5.109	0,6%	52.850	6,0%	47.741	5,4%	884.022

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Tableau 20 10 principaux secteurs en croissance en Région wallonne (2014-2015, niveau NACE à 2 chiffres)

NACE 2 digit	Evolution nette		Augmentation		Diminution		Nombre total d'emplois
	#	%	#	%	#	%	
78 Activités liées à l'emploi	2.251	6,3%	3.003	8,4%	752	2,1%	35.752
87 Activités médico-sociales et sociales avec hébergement	1.145	3,0%	1.781	4,7%	636	1,7%	38.230
47 Commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	1.085	1,4%	6.598	8,4%	5.513	7,0%	78.803
56 Restauration	1.019	4,0%	4.995	19,6%	3.976	15,6%	25.502
86 Activités pour la santé humaine	1.017	1,8%	1.606	2,8%	589	1,0%	56.546
85 Enseignement	906	0,7%	1.625	1,3%	719	0,6%	121.329
88 Action sociale sans hébergement	720	2,2%	1.539	4,6%	819	2,5%	33.105
81 Services relatifs aux bâtiments; aménagement paysager	579	1,9%	2.600	8,6%	2.021	6,7%	30.219
46 Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	491	1,5%	2.652	8,3%	2.161	6,8%	31.795
82 Services administratifs de bureau et autres activités de soutien aux entreprises	393	7,9%	784	15,7%	391	7,8%	4.985

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Tableau 21 10 principaux secteurs en contraction en Région wallonne (2014-2015, niveau NACE à 2 chiffres)

NACE 2 digit	Evolution nette		Augmentation		Diminution		Nombre total d'emplois
	#	%	#	%	#	%	
84 Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	-2.258	-4,1%	477	0,9%	2.735	5,0%	54.960
41 Construction de bâtiments; promotion immobilière	-1.125	-6,2%	1.543	8,5%	2.668	14,6%	18.257
28 Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	-801	-9,4%	216	2,5%	1.017	11,9%	8.526
24 Métallurgie	-653	-8,2%	63	0,8%	716	9,0%	7.950
23 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	-632	-5,9%	272	2,5%	904	8,4%	10.712
43 Travaux de construction spécialisés	-578	-1,6%	3.956	11,2%	4.534	12,8%	35.292
42 Génie civil	-306	-4,1%	186	2,5%	492	6,6%	7.456
61 Télécommunications	-213	-6,0%	76	2,1%	289	8,2%	3.544
73 Publicité et études de marché	-160	-10,2%	179	11,4%	339	21,6%	1.567
96 Autres services personnels	-140	-1,6%	1.068	12,0%	1.208	13,6%	8.873

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Le Tableau 22 présente les flux sous-jacents de travailleurs en Région wallonne. Dans le secteur du commerce de gros et de détail, l'augmentation nette du nombre d'emplois est de 1 503. Cette augmentation résulte en partie des entrées élevées de travailleurs et en partie des glissements entre établissements d'une même entreprise (894 emplois, notamment un glissement depuis la Région de Bruxelles-Capitale). Le nombre d'emplois dans le secteur du transport et de l'entreposage connaît une augmentation nette de 530. Ici aussi, une part importante de ce chiffre provient des glissements internes (334 emplois). Nous observons un scénario identique dans le secteur financier : la croissance nette du nombre d'emplois y est de 1,7 %, soit 350 emplois, avec un glissement interne de 306 emplois vers la Région wallonne. Le nombre d'emplois dans les secteurs de l'administration publique et de la défense ainsi que des assurances sociales obligatoires connaît une diminution nette de 2 258, en partie

en raison du glissement de 1 003 emplois de la Région wallonne vers les autres régions. Il s'agit ici principalement de glissements dans le cadre de fusions, de scissions et de transferts entre services publics, en partie dans le cadre de la sixième réforme de l'État.

Tableau 22 Aperçu des flux régionaux de travailleurs en Région wallonne, selon le secteur (2014-2015)

Section NACE	évolution nette	entrées	sorties	glissement interne	nombre total d'emplois
A Agriculture, sylviculture et pêche	140	1.187	1.051	4	3.713
B Industries extractives	-65	91	154	-2	1.903
C Industries manufacturières	-1.606	11.502	13.040	-68	119.728
D Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	23	324	301	0	5.365
E Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	-5	597	531	-71	5.156
F Construction	-2.009	10.877	12.927	41	61.005
G Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	1.503	21.034	20.425	894	127.238
H Transports et entreposage	530	5.483	5.287	334	51.455
I Hébergement et restauration	1.112	10.883	9.762	-9	30.179
J Information et communication	-85	1.891	1.721	-255	13.863
K Activités financières et d'assurance	350	1.777	1.733	306	19.595
L Activités immobilières	66	859	823	30	5.417
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	101	4.347	4.031	-215	25.779
N Activités de services administratifs et de soutien	3.188	29.516	26.622	294	77.240
O Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	-2.258	2.356	3.611	-1.003	54.960
P Enseignement	906	11.660	10.008	-746	121.329
Q Activités médico-sociales et sociales	2.882	15.401	12.549	30	127.880
R Arts, spectacles et activités récréatives	354	2.384	2.186	156	10.793
S Autres services	-143	3.636	3.801	22	20.525
T Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	71	154	87	4	474
U Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	54	65	45	34	429
Total	5.109	136.024	130.695	-220	884.022

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Le Tableau 23, le Tableau 24 et le Tableau 25 présentent un aperçu de l'augmentation et de la diminution de l'emploi régional, en fonction de la taille de l'entreprise.

Environ 35 % de l'emploi en Région wallonne se trouvent dans des petites entreprises. Ces dernières connaissent une croissance nette de 1 %, avec une croissance et une contraction brutes sous-jacentes élevées (12 % et 11% respectivement). Les établissements des moyennes entreprises représentent environ 14 % de l'emploi et affichent une croissance nette de 1,2 %. L'emploi dans les établissements des grandes entreprises reste stable et réalise une croissance nette de 0,1 % environ.

La diminution de l'emploi dans l'industrie se situe principalement dans les établissements des grandes entreprises : le nombre d'emplois dans les petites entreprises reste stable. La diminution nette du nombre d'emplois dans la construction est, en chiffres absolus, la plus élevée parmi les petites entreprises. Malgré une croissance brute de 12,8 %, le secteur connaît une contraction nette de 3,2 %. Les entreprises de construction de taille moyenne enregistrent également une contraction nette élevée (-4,1 %), bien que la croissance brute y soit inférieure (1,9 %). Dans le commerce de gros et de détail, le nombre d'emplois augmente dans les trois catégories. Toutefois, la croissance nette absolue et relative est la plus élevée dans les établissements de grandes entreprises : 863 emplois, pour une croissance nette de 2,1 %. En dépit de la croissance brute élevée parmi les petites entreprises, la croissance nette reste limitée (0,5 %). Dans l'horeca (hébergement et restauration), l'augmentation absolue et relative la plus élevée se situe parmi les petites entreprises (994 emplois à la suite d'une croissance nette de 4,1 %). Dans le secteur financier, une légère diminution nette du nombre d'emplois est observée dans les petites entreprises, tandis que ce chiffre augmente dans les moyennes et grandes entreprises (croissance nette de 9,5 % et 2,1 % respectivement).

Tableau 23 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail en Région wallonne, selon le secteur : petites entreprises (< 50 travailleurs ; 2014-2015)

Section NACE	évolution nette		augmentation		diminution		nombre total d'emplois
	#	%	#	%	#	%	
A Agriculture, sylviculture et pêche	108	3,3%	663	20,0%	555	16,8%	3.311
B Industries extractives	-49	-6,0%	18	2,2%	67	8,2%	819
C Industries manufacturières	46	0,1%	3.026	8,7%	2.980	8,5%	34.854
D Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	5	5,6%	10	11,3%	5	5,6%	89
E Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	3	0,2%	153	9,0%	150	8,8%	1.709
F Construction	-1.342	-3,2%	5.309	12,8%	6.651	16,0%	41.544
G Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	356	0,5%	7.886	11,0%	7.530	10,5%	71.780
H Transports et entreposage	251	2,2%	1.409	12,1%	1.158	9,9%	11.642
I Hébergement et restauration	994	4,1%	5.220	21,4%	4.226	17,4%	24.357
J Information et communication	195	3,3%	920	15,7%	725	12,4%	5.861
K Activités financières et d'assurance	-32	-0,5%	666	9,4%	698	9,8%	7.091
L Activités immobilières	71	1,6%	505	11,5%	434	9,9%	4.383
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	268	1,5%	2.191	12,1%	1.923	10,6%	18.115
N Activités de services administratifs et de soutien	359	2,0%	2.411	13,2%	2.052	11,2%	18.304
O Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	49	4,9%	230	22,9%	181	18,0%	1.004
P Enseignement	461	4,6%	1.070	10,7%	609	6,1%	9.968
Q Activités médico-sociales et sociales	1.114	3,8%	2.555	8,7%	1.441	4,9%	29.525
R Arts, spectacles et activités récréatives	157	2,0%	968	12,0%	811	10,1%	8.048
S Autres services	-97	-0,6%	1.691	10,0%	1.788	10,6%	16.909
T Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	71	15,0%	141	29,8%	70	14,8%	474
U Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	-5	-27,0%	0	0,0%	5	27,0%	19
Total	2.983	1,0%	37.042	12,0%	34.059	11,0%	309.800

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Tableau 24 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail en Région wallonne, selon le secteur : moyennes entreprises (> 50 travailleurs et < 200 travailleurs ; 2014-2015)

Section NACE	évolution nette		augmentation		diminution		nombre total d'emplois
	#	%	#	%	#	%	
A Agriculture, sylviculture et pêche	32	8,0%	36	9,0%	4	1,0%	402
B Industries extractives	-14		0		14		479
C Industries manufacturières	-330	-1,3%	891	3,4%	1.221	4,7%	25.922
D Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	6	3,6%	6	3,6%	0	0,0%	168
E Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	-75	-10,6%	35	5,0%	110	15,6%	706
F Construction	-478	-4,1%	223	1,9%	701	6,0%	11.640
G Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	284	2,1%	830	6,1%	546	4,0%	13.675
H Transports et entreposage	326	4,3%	609	8,0%	283	3,7%	7.654
I Hébergement et restauration	59	3,6%	152	9,2%	93	5,7%	1.645
J Information et communication	-8	-0,3%	187	7,4%	195	7,7%	2.522
K Activités financières et d'assurance	149	9,5%	186	11,8%	37	2,4%	1.571
L Activités immobilières	-5	-0,5%	17	1,6%	22	2,1%	1.035
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	-5	-0,1%	238	5,6%	243	5,7%	4.250
N Activités de services administratifs et de soutien	369	3,2%	1.027	8,8%	658	5,7%	11.646
O Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	54	2,2%	80	3,2%	26	1,0%	2.497
P Enseignement	42	2,4%	110	6,3%	68	3,9%	1.748
Q Activités médico-sociales et sociales	918	3,1%	1.240	4,2%	322	1,1%	29.457
R Arts, spectacles et activités récréatives	85	5,5%	129	8,3%	44	2,8%	1.556
S Autres services	7	0,3%	61	2,3%	54	2,1%	2.621
U Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	54	42,5%	54	42,5%	0	0,0%	127
Total	1.470	1,2%	6.111	5,0%	4.641	3,8%	121.317

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Tableau 25 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail en Région wallonne, selon le secteur : grandes entreprises (> 200 travailleurs ; 2014-2015)

Section NACE	évolution nette		augmentation		diminution		nombre total d'emplois
	#	%	#	%	#	%	
B Industries extractives	-2	-0,3%	0	0,0%	2	0,3%	605
C Industries manufacturières	-1.322	-2,2%	1.190	2,0%	2.512	4,3%	58.952
D Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	12	0,2%	30	0,6%	18	0,4%	5.108
E Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	67	2,4%	113	4,1%	46	1,7%	2.742
F Construction	-189	-2,4%	153	2,0%	342	4,4%	7.821
G Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	863	2,1%	1.815	4,3%	952	2,3%	41.783
H Transports et entreposage	-47	-0,1%	408	1,3%	455	1,4%	32.160
I Hébergement et restauration	59	1,4%	114	2,7%	55	1,3%	4.178
J Information et communication	-272	-5,0%	90	1,6%	362	6,6%	5.480
K Activités financières et d'assurance	233	2,1%	417	3,8%	184	1,7%	10.934
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	-162	-4,7%	59	1,7%	221	6,5%	3.414
N Activités de services administratifs et de soutien	2.460	5,2%	3.355	7,1%	895	1,9%	47.291
O Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	-2.361	-4,6%	167	0,3%	2.528	4,9%	51.460
P Enseignement	403	0,4%	445	0,4%	42	0,0%	109.614
Q Activités médico-sociales et sociales	850	1,2%	1.131	1,6%	281	0,4%	68.898
R Arts, spectacles et activités récréatives	112	9,4%	175	14,7%	63	5,3%	1.190
S Autres services	-53	-5,3%	30	3,0%	83	8,3%	996
U Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	5	1,8%	5	1,8%	0	0,0%	284
Total	656	0,1%	9.697	2,1%	9.041	2,0%	452.905

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

5.2 Dynamique régionale à long terme

La Figure 4 montre l'évolution du nombre d'emplois en Région wallonne ainsi que les flux bruts sous-jacents¹⁴. Un aperçu plus détaillé peut être consulté en annexe, au Tableau 32.

L'emploi dans le secteur secondaire était encore positif au cours des périodes 2006-2007 et 2007-2008 : l'emploi régional a réalisé une augmentation nette de 1,6 % et 2,8 %, respectivement. Lors des périodes suivantes, l'emploi a connu une diminution nette. Au cours de ces périodes, l'augmentation brute était inférieure à celle de la période 2006-2008, tandis que la diminution brute de l'emploi était supérieure à celle de la période 2006-2008. Durant la période 2011-2012, la diminution brute de l'emploi régional a reculé, rendant ainsi l'évolution nette moins négative. Au cours de la période 2014-2015 également, la contraction brute était inférieure à celle des années précédentes, même si elle était insuffisante pour infléchir l'évolution négative : la diminution nette du nombre d'emplois s'est élevée à environ 3 500.

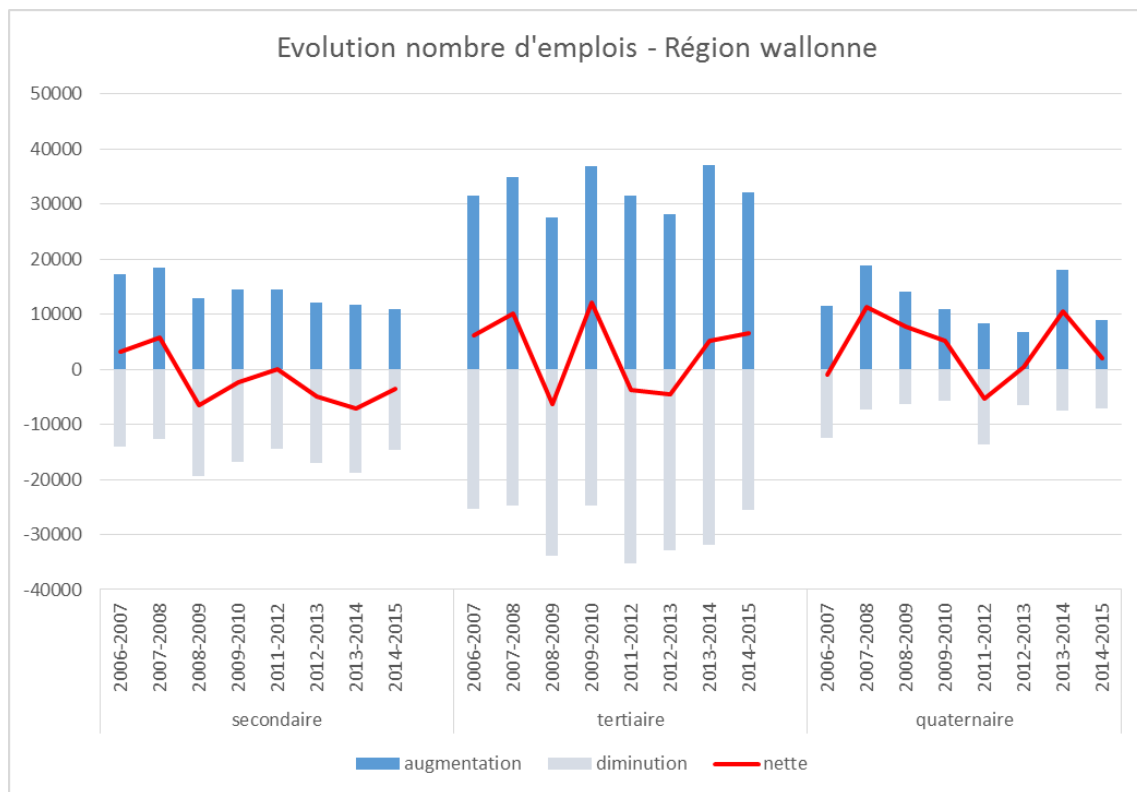
Dans le secteur tertiaire, les périodes de croissance et de contraction nettes alternent. En 2006-2007, 2007-2008, 2009-2010, 2013-2014 et 2014-2015, l'emploi régional a connu une augmentation nette, tandis qu'en 2008-2009, 2011-2012 et 2012-2013, il a diminué. En 2008-2009, l'augmentation brute

¹⁴ Sur cette figure, le secteur primaire n'est pas représenté en raison de sa taille trop limitée.

du nombre d'emplois a reculé et la diminution brute a progressé. En 2011-2012 et 2012-2013 également, la diminution brute du nombre d'emplois a été importante. L'évolution négative s'est inversée en 2013-2014, grâce une augmentation brute régionale du nombre d'emplois. Durant la période 2014-2015, ce chiffre a de nouveau reculé, mais la diminution brute régionale du nombre d'emplois était moins élevée qu'au cours de la période précédente, de sorte que le résultat net est resté positif.

Dans le secteur quaternaire, un pic a été enregistré dans l'évolution nette au cours des périodes 2007-2008 et 2013-2014. L'emploi régional a augmenté, respectivement, de 11 400 et 10 500. Ces périodes se caractérisent par une augmentation brute élevée du nombre d'emplois. Au cours des périodes 2008-2009 et 2009-2010 également, une croissance nette a été réalisée. Durant les autres périodes, l'emploi régional est resté stable ou a connu une baisse : la diminution brute du nombre d'emplois est restée limitée, mais l'augmentation brute de l'emploi n'était pas élevée.

Figure 4 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail en Région wallonne, selon le secteur principal (2006-2015)



© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

6 | Comparaison entre les trois régions

Dans ce chapitre, nous allons comparer la dynamique du marché régional du travail des trois régions. On commence avec une vue générale de l'emploi régional et les dynamiques différentes dans le Tableau 26.

Les dernières années, il apparaît que la création nette de postes de travail sur base annuelle a légèrement augmenté : de -25 186 en 2012-2013 (deuxième fléchissement de la crise) à +26 767 en 2013-2014 et +30 851 en 2014-2015. Sous-jacent, on constate une augmentation de 213 393 postes de travail et une diminution de 182 542 postes. Si l'on établit un comparatif à partir de 2012-2013 – la période du redressement précoce après la récession –, il apparaît que la tendance nette positive est due à la diminution continue de la destruction d'emplois et non à l'augmentation continue de la création d'emplois.

On observe des différences entre les trois régions. L'emploi en Région flamande évolue le plus positivement. Le nombre d'emplois évolue de -11 722, à +17 571 et 24 317 emplois nouveaux. L'augmentation brute se maintient pratiquement au même niveau : de 100 848 (2012-2013) à 127 602 (2013-2014) et 124 380 (2014-2015). En Wallonie, nous constatons une baisse de l'augmentation brute de 67 665 nouveaux postes en 2013-2014 à 52 850 en 2014-2015. Cette composante brute diminue aussi dans la Région Bruxelles-Capitale, passant de 44 100 à 36 163 emplois nouveaux. Il apparaît que la tendance nette positive dans les deux régions est due à la diminution continue de la destruction d'emplois.

Tableau 26 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail (2012-2015)

Région	Evolution nette	Augmentation	Diminution	Entrées	Sorties	Solde entrées/sorties	Glissement interne
2012-2013							
Région Bruxelles-capitale	-4.179	31.093	35.272	87.069	89.007	-1.938	-2.241
Région flamande	-11.722	100.848	112.570	332.188	343.405	-11.217	-505
Région wallonne	-9.285	47.784	57.069	131.247	143.278	-12.031	2.746
<i>Total</i>	<i>-25.186</i>	<i>179.725</i>	<i>204.911</i>	<i>550.504</i>	<i>575.690</i>	<i>-25.186</i>	<i>0</i>
2013-2014							
Région Bruxelles-capitale	571	44.100	43.529	89.548	86.026	3.522	-2.951
Région flamande	17.571	127.602	110.031	344.709	328.231	16.478	1.093
Région wallonne	8.625	67.665	59.040	142.153	135.386	6.767	1.858
<i>Total</i>	<i>26.767</i>	<i>239.367</i>	<i>212.600</i>	<i>576.410</i>	<i>549.643</i>	<i>26.767</i>	<i>0</i>
2014-2015							
Région Bruxelles-capitale	1.425	36.163	34.738	90.258	86.331	3.927	-2.502
Région flamande	24.317	124.380	100.063	357.388	335.793	21.595	2.722
Région wallonne	5.109	52.850	47.741	136.024	130.695	5.329	-220
<i>Total</i>	<i>30.851</i>	<i>213.393</i>	<i>182.542</i>	<i>583.670</i>	<i>552.819</i>	<i>30.851</i>	<i>0</i>
Période 2012-2015							
Région Bruxelles-capitale	-2.183	111.356	113.539	266.875	261.364	5.511	-7.694
Région flamande	30.166	352.830	322.664	1.034.285	1.007.429	26.856	3.310
Région wallonne	4.449	168.299	163.850	409.424	409.359	65	4.384
<i>Total</i>	<i>32.432</i>	<i>632.485</i>	<i>600.053</i>	<i>1.710.584</i>	<i>1.678.152</i>	<i>32.432</i>	<i>0</i>

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

La différence en dynamique s'explique entre autres par le rôle des entreprises unirégionales et multirégionales et par la composition sectorielle de l'économie. Le Tableau 27 montre la dynamique régionale par type d'employeur (unirégional et multirégional). À Bruxelles, la création d'emplois résiste grâce à la dynamique positive des entreprises unirégionales. C'est la seule région du pays dans laquelle nous avons encore constaté, dans les entreprises unirégionales, une évolution nette positive de 1 551 postes de travail au cours de la crise de 2012-2013

L'évolution nette en la Région flamande est décuplée par la présence d'entreprises multirégionales. Sur les 124 380 nouveaux emplois bruts créés en Région flamande, 28 553 proviennent d'entreprises multirégionales. C'est en Région flamande qu'on enregistre la plus forte évolution nette des entreprises multirégionales (+14 803 contre +9 514 dans les entreprises unirégionales).

En la Région wallonne nous constatons dans les entreprises unirégionales wallonnes un important redressement dans l'évolution nette qui passe de -3 001 en 2013-2014 à +4 177 en 2014-2015. Cela indique un mouvement de rattrapage par rapport aux autres régions. Deuxièmement, on note que les entreprises multirégionales connaissent un niveau de dynamisme inférieur: la création et la destruction d'emplois s'équilibrent avec une faible croissance nette pour conséquence.

Tableau 27 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail par type d'employeur (2012-2015)

Région	employeur unirégional évolution nette	employeur multirégional		évolution nette	évolution nette totale
		augmentation	diminution		
2012-2013					
Région Bruxelles-capitale	1.551	8.260	13.990	-5.730	-4.179
Région flamande	-4.677	14.509	21.554	-7.045	-11.722
Région wallonne	-6.345	8.249	11.189	-2.940	-9.285
<i>Total</i>	<i>-9.471</i>	<i>31.018</i>	<i>46.733</i>	<i>-15.715</i>	<i>-25.186</i>
2013-2014					
Région Bruxelles-capitale	3.778	21.249	24.456	-3.207	571
Région flamande	8.016	33.727	24.172	9.555	17.571
Région wallonne	-3.001	26.286	14.660	11.626	8.625
<i>Total</i>	<i>8.793</i>	<i>81.262</i>	<i>63.288</i>	<i>17.974</i>	<i>26.767</i>
2014-2015					
Région Bruxelles-capitale	4.283	13.152	16.010	-2.858	1.425
Région flamande	9.514	28.553	13.750	14.803	24.317
Région wallonne	4.177	11.394	10.462	932	5.109
<i>Total</i>	<i>17.974</i>	<i>53.099</i>	<i>40.222</i>	<i>12.877</i>	<i>30.851</i>

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Ensuite, nous réalisons une comparaison selon le secteur, sur la base des groupes principaux NACE. Le Tableau 28 présente la dynamique régionale pour les trois régions et pour la Belgique dans son ensemble, ainsi que l'augmentation et la diminution brutes sous-jacentes.

Dans les services administratifs et de soutien, l'emploi progresse dans les trois régions, mais la croissance nette absolue et relative est la plus élevée en Région flamande (5,1 % contre 3,1 % en Région de Bruxelles-Capitale et 3,2 % en Région wallonne). Exprimée sous la forme d'un pourcentage, l'augmentation brute est similaire dans les trois régions, mais la diminution brute est inférieure en Région wallonne. Dans le secteur des soins de santé humains et des services sociaux, le nombre net d'emplois augmente dans les trois régions, mais la croissance relative est la plus élevée en Région flamande et en Région wallonne. La Région de Bruxelles-Capitale connaît la croissance brute la plus élevée (5 %), mais aussi une diminution brute supérieure (3,5 %). Dans la construction, la contraction nette en termes absolus est la plus élevée en Région flamande (-2 408 emplois) ; en termes relatifs, la contraction est la plus élevée en Région de Bruxelles-Capitale et en Région wallonne (respectivement 3,5 % et 3,3 %, contre 1,9 % en Région flamande). La contraction nette dans le secteur des industries extractives, de l'industrie manufacturière et de la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur, d'air conditionné et d'eau (groupes principaux NACE B, C, D et E) est similaire dans les trois régions. Au total, le nombre d'emplois a diminué de 1,7 % : 1,8 % en Région de Bruxelles-Capitale et en Région flamande et 1,3 % en Région wallonne.

Le secteur financier connaît une baisse nette en Région de Bruxelles-Capitale : 1 917 emplois y ont disparu, soit une baisse nette de 3,2 %. En Région flamande et en Région wallonne, l'emploi connaît une croissance nette de 2,4 % et 1,8 % respectivement. La croissance brute en Région de Bruxelles-Capitale, en particulier, est inférieure à celle des autres régions. Dans le commerce, le transport et l'entreposage ainsi que dans l'horeca, le nombre d'emplois connaît une diminution nette en Région de Bruxelles-Capitale (-0,7 %), mais une hausse en Région flamande (1 %) et en Région wallonne

(1,5 %). Cette diminution se situe principalement dans le commerce de gros et le commerce de détail. Tant la croissance brute que la contraction brute sont supérieures en Région de Bruxelles-Capitale. Dans le secteur de l'information et de la communication, l'emploi en Région de Bruxelles-Capitale augmente de 2 %, ce qui correspond à 635 emplois. En Région flamande également, une légère croissance est observée (augmentation nette de 0,8 %, soit 383 emplois). En Région wallonne, un léger recul est enregistré (recul net de 0,6%, soit 85 emplois).

Tableau 28 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché dans les trois régions, selon le secteur (2014-2015)

Répartition NACE		Belgique		Région Bruxelles - capitale		Région flamande		Région wallonne		
		#	%	#	%	#	%	#	%	
A	Agriculture, sylviculture et pêche	Nette	-163	-0,7%	0	0,0%	-303	-1,4%	140	3,8%
		<i>Augmentation</i>			23	22,3%	3.619	17,1%	699	18,8%
		<i>Diminution</i>			23	22,3%	3.922	18,5%	559	15,1%
BCDE	Industries extractives/ manufacturières; Production et distribution d'électricité , de gaz, d'eau; Gestion des déchets	Nette	-8.538	-1,7%	-418	-1,8%	-6.467	-1,8%	-1.653	-1,3%
		<i>Augmentation</i>			1.047	4,4%	11.900	3,4%	5.472	4,1%
		<i>Diminution</i>			1.465	6,2%	18.367	5,2%	7.125	5,4%
F	Construction	Nette	-4.901	-2,4%	-484	-3,5%	-2.408	-1,9%	-2.009	-3,3%
		<i>Augmentation</i>			1.513	11,0%	9.766	7,6%	5.685	9,3%
		<i>Diminution</i>			1.997	14,6%	12.174	9,5%	7.694	12,6%
GHI	Commerce ; Transports et entreposage ; Hébergement et restauration	Nette	7.483	0,9%	-816	-0,7%	5.154	1,0%	3.145	1,5%
		<i>Augmentation</i>			10.517	9,1%	41.492	8,2%	18.443	8,8%
		<i>Diminution</i>			11.333	9,9%	36.338	7,2%	15.298	7,3%
J	Information et communication	Nette	933	1,0%	635	2,0%	383	0,8%	-85	-0,6%
		<i>Augmentation</i>			2.419	7,8%	4.005	8,1%	1.197	8,6%
		<i>Diminution</i>			1.784	5,7%	3.622	7,4%	1.282	9,2%
K	Activités financières et d'assurance	Nette	-345	-0,3%	-1.917	-3,2%	1.222	2,4%	350	1,8%
		<i>Augmentation</i>			1.167	2,0%	3.256	6,3%	1.269	6,5%
		<i>Diminution</i>			3.084	5,2%	2.034	4,0%	919	4,7%
L	Activités immobilières	Nette	212	1,0%	-8	-0,1%	154	1,6%	66	1,2%
		<i>Augmentation</i>			471	8,1%	1.004	10,6%	522	9,6%
		<i>Diminution</i>			479	8,2%	850	9,0%	456	8,4%
MN	Services administratifs, de soutien et spécialisés	Nette	22.256	4,4%	2.888	3,1%	16.079	5,1%	3.289	3,2%
		<i>Augmentation</i>			9.570	10,2%	28.465	9,1%	9.281	9,0%
		<i>Diminution</i>			6.682	7,1%	12.386	4,0%	5.992	5,8%
OP	Administration publique et enseignement	Nette	2.565	0,4%	248	0,2%	3.669	1,3%	-1.352	-0,8%
		<i>Augmentation</i>			3.928	2,8%	6.078	2,1%	2.102	1,2%
		<i>Diminution</i>			3.680	2,6%	2.409	0,8%	3.454	2,0%
Q	Activités médico-sociales et sociales	Nette	10.005	2,3%	696	1,5%	6.427	2,4%	2.882	2,3%
		<i>Augmentation</i>			2.323	5,0%	9.747	3,6%	4.926	3,9%
		<i>Diminution</i>			1.627	3,5%	3.320	1,2%	2.044	1,6%
RSTU	Arts, spectacles et activités récréatives - Autres services - Divers	Nette	1.344	1,1%	601	1,7%	407	0,8%	336	1,0%
		<i>Augmentation</i>			3.185	9,0%	5.048	10,2%	3.254	10,1%
		<i>Diminution</i>			2.584	7,3%	4.641	9,3%	2.918	9,1%

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Le Tableau 29 présente les flux sous-jacents de travailleurs ainsi que les mouvements d'une région à une autre au sein d'une même entreprise. Un glissement net des travailleurs de la Région de Bruxelles-Capitale vers la Région flamande et la Région wallonne s'observe notamment dans le secteur financier. Les mouvements dans le commerce de gros et de détail ont également été cartographiés. Dans le

commerce, le transport et l'entreposage ainsi que dans l'horeca, 1 951 emplois se sont déplacés de la Région de Bruxelles-Capitale principalement vers la Région flamande et en partie vers la Région wallonne. Dans le secteur de l'information et de la communication, la Région de Bruxelles-Capitale a réceptionné ces mouvements : le nombre net d'emplois provenant de la Région flamande et de la Région wallonne s'élève à 549. Les mouvements dans les secteurs de l'administration publique et de l'enseignement (de la Région wallonne vers la Région de Bruxelles-Capitale et la Région flamande) ont déjà été situés précédemment dans leur contexte : il s'agit ici de fusions et de transferts entre services publics, notamment dans le cadre de la sixième réforme de l'État.

Tableau 29 Aperçu des flux régionaux de travailleurs dans les trois régions, selon le secteur (2014-2015)

Répartition NACE			Belgique	Région Bruxelles - capitale	Région flamande	Région wallonne
A	Agriculture, sylviculture et pêche	Nette	-163	0	-303	140
		<i>Entrées</i>		34	9.438	1.187
		<i>Sorties</i>		36	9.735	1.051
		<i>Interne</i>		2	-6	4
BCDE	Industries extractives - Industries manufacturières - Production et distribution d'électricité, de gaz, d'eau - Gestion des déchets	Nette	-8.538	-418	-6.467	-1.653
		<i>Entrées</i>		2.683	32.402	12.514
		<i>Sorties</i>		2.848	39.263	14.026
		<i>Interne</i>		-253	394	-141
F	Construction	Nette	-4.901	-484	-2.408	-2.009
		<i>Entrées</i>		2.289	20.841	10.877
		<i>Sorties</i>		2.760	23.221	12.927
		<i>Interne</i>		-13	-28	41
GHI	Commerce- Transports et entreposage - Hébergement et restauration	Nette	7.483	-816	5.154	3.145
		<i>Entrées</i>		22.559	95.390	37.400
		<i>Sorties</i>		21.424	90.968	35.474
		<i>Interne</i>		-1.951	732	1.219
J	Information et communication	Nette	933	635	383	-85
		<i>Entrées</i>		3.976	8.122	1.891
		<i>Sorties</i>		3.890	7.445	1.721
		<i>Interne</i>		549	-294	-255
K	Activités financières et d'assurance	Nette	-345	-1.917	1.222	350
		<i>Entrées</i>		4.495	5.438	1.777
		<i>Sorties</i>		5.519	4.803	1.733
		<i>Interne</i>		-893	587	306
L	Activités immobilières	Nette	212	-8	154	66
		<i>Entrées</i>		909	1.735	859
		<i>Sorties</i>		888	1.580	823
		<i>Interne</i>		-29	-1	30
MN	Services administratifs, de soutien et spécialisés	Nette	22.256	2.888	16.079	3.289
		<i>Entrées</i>		25.310	114.279	33.863
		<i>Sorties</i>		22.018	98.525	30.653
		<i>Interne</i>		-404	325	79
OP	Administration publique et enseignement	Nette	2.565	248	3.669	-1.352
		<i>Entrées</i>		12.966	25.683	14.016
		<i>Sorties</i>		13.617	22.864	13.619
		<i>Interne</i>		899	850	-1.749
Q	Activités médico-sociales et sociales	Nette	10.005	696	6.427	2.882
		<i>Entrées</i>		7.050	33.558	15.401
		<i>Sorties</i>		6.195	27.260	12.549
		<i>Interne</i>		-159	129	30
RSTU	Arts, spectacles et activités récréatives - Autres services - Divers	Nette	1.344	601	407	336
		<i>Entrées</i>		7.987	10.502	6.239
		<i>Sorties</i>		7.136	10.129	6.119
		<i>Interne</i>		-250	34	216

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

7 | Annexe

Tableau 30 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail en Région de Bruxelles-Capitale, selon le secteur principal (2006-2015)

période	activité	augmentation		diminution		nette		nombre total d'emplois
		#	%	#	%	#	%	
2006-2007	primaire	8	3,0%	18	6,8%	-10	-3,8%	266
	secondaire	4.434	9,4%	7.359	15,7%	-2.925	-6,2%	46.958
	tertiaire	29.412	9,5%	23.132	7,5%	6.280	2,0%	308.098
	quaternaire	9.315	4,5%	6.038	2,9%	3.277	1,6%	206.749
	<i>total</i>	<i>43.169</i>	<i>7,7%</i>	<i>36.547</i>	<i>6,5%</i>	<i>6.622</i>	<i>1,2%</i>	<i>562.070</i>
2007-2008	primaire	18	8,4%	110	51,2%	-92	-42,8%	215
	secondaire	3.707	8,1%	4.570	10,0%	-863	-1,9%	45.803
	tertiaire	26.030	8,8%	23.010	7,7%	3.020	1,0%	297.080
	quaternaire	11.039	4,9%	6.783	3,0%	4.256	1,9%	225.144
	<i>total</i>	<i>40.794</i>	<i>7,2%</i>	<i>34.473</i>	<i>6,1%</i>	<i>6.321</i>	<i>1,1%</i>	<i>568.242</i>
2008-2009	primaire	73	40,8%	15	8,4%	58	32,4%	179
	secondaire	3.201	7,4%	4.774	11,1%	-1.573	-3,6%	43.185
	tertiaire	21.735	7,1%	28.584	9,3%	-6.849	-2,2%	307.129
	quaternaire	10.575	4,9%	5.224	2,4%	5.351	2,5%	214.087
	<i>total</i>	<i>35.584</i>	<i>6,3%</i>	<i>38.597</i>	<i>6,8%</i>	<i>-3.013</i>	<i>-0,5%</i>	<i>564.579</i>
2009-2010	primaire	9	4,1%	46	21,1%	-37	-16,9%	219
	secondaire	2.815	7,1%	6.199	15,6%	-3.384	-8,5%	39.638
	tertiaire	24.561	7,8%	22.668	7,2%	1.893	0,6%	315.430
	quaternaire	9.819	4,6%	5.560	2,6%	4.259	2,0%	213.651
	<i>total</i>	<i>37.204</i>	<i>6,5%</i>	<i>34.473</i>	<i>6,1%</i>	<i>2.731</i>	<i>0,5%</i>	<i>568.937</i>
2011-2012	primaire	50	36,9%	23	17,0%	27	19,9%	136
	secondaire	4.279	10,8%	5.089	12,9%	-810	-2,1%	39.483
	tertiaire	25.499	8,0%	31.548	9,9%	-6.049	-1,9%	317.867
	quaternaire	7.396	3,4%	9.171	4,2%	-1.775	-0,8%	216.449
	<i>total</i>	<i>37.224</i>	<i>6,5%</i>	<i>45.831</i>	<i>8,0%</i>	<i>-8.607</i>	<i>-1,5%</i>	<i>573.934</i>
2012-2013	primaire	44	29,3%	40	26,7%	4	2,7%	150
	secondaire	2.427	6,3%	4.747	12,4%	-2.320	-6,1%	38.290
	tertiaire	22.077	7,0%	25.528	8,1%	-3.451	-1,1%	313.328
	quaternaire	6.545	3,0%	4.957	2,3%	1.588	0,7%	215.719
	<i>total</i>	<i>31.093</i>	<i>5,5%</i>	<i>35.272</i>	<i>6,2%</i>	<i>-4.179</i>	<i>-0,7%</i>	<i>567.487</i>
2013-2014	primaire	109	58,8%	34	18,3%	75	40,4%	186
	secondaire	4.004	10,9%	4.779	13,1%	-775	-2,1%	36.581
	tertiaire	29.992	9,6%	31.419	10,1%	-1.427	-0,5%	311.293
	quaternaire	9.995	4,6%	7.297	3,4%	2.698	1,2%	217.348
	<i>total</i>	<i>44.100</i>	<i>7,8%</i>	<i>43.529</i>	<i>7,7%</i>	<i>571</i>	<i>0,1%</i>	<i>565.407</i>
2014-2015	primaire	23	11,8%	24	12,3%	-1	-0,5%	196
	secondaire	2.544	6,9%	3.443	9,3%	-899	-2,4%	36.983
	tertiaire	24.856	8,0%	23.901	7,7%	955	0,3%	309.631
	quaternaire	8.740	4,0%	7.370	3,4%	1.370	0,6%	219.829
	<i>total</i>	<i>36.163</i>	<i>6,4%</i>	<i>34.738</i>	<i>6,1%</i>	<i>1.425</i>	<i>0,3%</i>	<i>566.638</i>

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Tableau 31 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail en Région flamande, selon le secteur principal (2006-2015)

période	activité	augmentation		diminution		nette		nombre total d'emplois
		#	%	#	%	#	%	
2006-2007	primaire	4.318	26,7%	3.782	23,4%	536	3,3%	16.173
	secondaire	32.012	6,0%	29.305	5,5%	2.707	0,5%	530.628
	tertiaire	82.093	9,6%	59.540	6,9%	22.553	2,6%	856.794
	quaternaire	19.481	3,7%	7.950	1,5%	11.531	2,2%	526.439
	<i>total</i>	<i>137.904</i>	<i>7,1%</i>	<i>100.577</i>	<i>5,2%</i>	<i>37.327</i>	<i>1,9%</i>	<i>1.930.033</i>
2007-2008	primaire	3.048	18,8%	3.672	22,7%	-624	-3,9%	16.172
	secondaire	31.919	6,0%	28.023	5,3%	3.896	0,7%	532.153
	tertiaire	84.184	9,8%	59.620	6,9%	24.564	2,9%	858.632
	quaternaire	24.638	4,3%	7.259	1,3%	17.379	3,0%	570.941
	<i>total</i>	<i>143.789</i>	<i>7,3%</i>	<i>98.574</i>	<i>5,0%</i>	<i>45.215</i>	<i>2,3%</i>	<i>1.977.898</i>
2008-2009	primaire	4.336	25,9%	2.557	15,3%	1.779	10,6%	16.756
	secondaire	21.202	4,1%	42.720	8,3%	-21.518	-4,2%	517.321
	tertiaire	63.145	7,1%	81.732	9,2%	-18.587	-2,1%	884.112
	quaternaire	26.815	4,7%	8.400	1,5%	18.415	3,3%	565.630
	<i>total</i>	<i>115.498</i>	<i>5,8%</i>	<i>135.409</i>	<i>6,8%</i>	<i>-19.911</i>	<i>-1,0%</i>	<i>1.983.818</i>
2009-2010	primaire	3.325	19,0%	3.270	18,7%	55	0,3%	17.485
	secondaire	23.369	4,6%	33.397	6,6%	-10.028	-2,0%	508.766
	tertiaire	77.761	8,6%	62.374	6,9%	15.387	1,7%	905.830
	quaternaire	18.732	3,4%	9.190	1,7%	9.542	1,7%	555.710
	<i>total</i>	<i>123.187</i>	<i>6,2%</i>	<i>108.231</i>	<i>5,4%</i>	<i>14.956</i>	<i>0,8%</i>	<i>1.987.790</i>
2011-2012	primaire	3.362	17,2%	4.817	24,6%	-1.455	-7,4%	19.591
	secondaire	25.841	5,2%	29.168	5,9%	-3.327	-0,7%	498.412
	tertiaire	72.175	7,7%	72.590	7,8%	-415	0,0%	934.795
	quaternaire	14.783	2,6%	11.772	2,1%	3.011	0,5%	568.173
	<i>total</i>	<i>116.161</i>	<i>5,7%</i>	<i>118.347</i>	<i>5,9%</i>	<i>-2.186</i>	<i>-0,1%</i>	<i>2.020.969</i>
2012-2013	primaire	3.471	18,5%	3.056	16,3%	415	2,2%	18.771
	secondaire	21.391	4,3%	32.238	6,5%	-10.847	-2,2%	492.715
	tertiaire	61.922	6,7%	68.361	7,3%	-6.439	-0,7%	930.605
	quaternaire	14.064	2,5%	8.915	1,6%	5.149	0,9%	571.751
	<i>total</i>	<i>100.848</i>	<i>5,0%</i>	<i>112.570</i>	<i>5,6%</i>	<i>-11.722</i>	<i>-0,6%</i>	<i>2.013.840</i>
2013-2014	primaire	6.019	29,5%	3.213	15,8%	2.806	13,8%	20.369
	secondaire	21.703	4,5%	30.961	6,4%	-9.258	-1,9%	481.790
	tertiaire	83.344	8,9%	66.910	7,1%	16.434	1,8%	937.544
	quaternaire	16.536	2,9%	8.947	1,6%	7.589	1,3%	572.850
	<i>total</i>	<i>127.602</i>	<i>6,3%</i>	<i>110.031</i>	<i>5,5%</i>	<i>17.571</i>	<i>0,9%</i>	<i>2.012.553</i>
2014-2015	primaire	3.666	16,9%	3.932	18,2%	-266	-1,2%	21.630
	secondaire	21.253	4,5%	30.028	6,3%	-8.775	-1,9%	473.833
	tertiaire	81.116	8,5%	58.105	6,1%	23.011	2,4%	958.804
	quaternaire	18.345	3,2%	7.998	1,4%	10.347	1,8%	581.673
	<i>total</i>	<i>124.380</i>	<i>6,1%</i>	<i>100.063</i>	<i>4,9%</i>	<i>24.317</i>	<i>1,2%</i>	<i>2.035.939</i>

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS

Tableau 32 Aperçu des dynamiques régionales sur le marché du travail en Région wallonne, selon le secteur principal (2006-2015)

période	activité	augmentation		diminution		nette		nombre total d'emplois
		#	%	#	%	#	%	
2006-2007	primaire	689	13,4%	594	11,5%	95	1,8%	5.154
	secondaire	17.255	8,7%	13.997	7,0%	3.258	1,6%	199.014
	tertiaire	31.547	9,7%	25.325	7,8%	6.222	1,9%	326.453
	quaternaire	11.556	3,8%	12.552	4,1%	-996	-0,3%	305.544
	<i>total</i>	<i>61.047</i>	<i>7,3%</i>	<i>52.468</i>	<i>6,3%</i>	<i>8.579</i>	<i>1,0%</i>	<i>836.165</i>
2007-2008	primaire	655	13,0%	952	18,9%	-297	-5,9%	5.026
	secondaire	18.419	9,0%	12.729	6,2%	5.690	2,8%	205.336
	tertiaire	34.961	11,0%	24.774	7,8%	10.187	3,2%	319.122
	quaternaire	18.778	5,7%	7.372	2,3%	11.406	3,5%	327.510
	<i>total</i>	<i>72.813</i>	<i>8,5%</i>	<i>45.827</i>	<i>5,3%</i>	<i>26.986</i>	<i>3,1%</i>	<i>856.993</i>
2008-2009	primaire	870	18,5%	513	10,9%	357	7,6%	4.696
	secondaire	12.925	6,4%	19.368	9,6%	-6.443	-3,2%	202.554
	tertiaire	27.537	8,3%	33.874	10,2%	-6.337	-1,9%	333.628
	quaternaire	14.167	4,5%	6.408	2,0%	7.759	2,5%	312.684
	<i>total</i>	<i>55.499</i>	<i>6,5%</i>	<i>60.163</i>	<i>7,0%</i>	<i>-4.664</i>	<i>-0,5%</i>	<i>853.560</i>
2009-2010	primaire	557	10,6%	490	9,3%	67	1,3%	5.259
	secondaire	14.416	7,2%	16.808	8,4%	-2.392	-1,2%	200.584
	tertiaire	36.784	10,5%	24.701	7,1%	12.083	3,5%	349.620
	quaternaire	10.923	3,4%	5.657	1,8%	5.266	1,7%	317.745
	<i>total</i>	<i>62.680</i>	<i>7,2%</i>	<i>47.656</i>	<i>5,5%</i>	<i>15.024</i>	<i>1,7%</i>	<i>873.207</i>
2011-2012	primaire	735	12,2%	578	9,6%	157	2,6%	6.008
	secondaire	14.461	7,2%	14.504	7,2%	-43	0,0%	201.789
	tertiaire	31.444	8,7%	35.201	9,7%	-3.757	-1,0%	362.783
	quaternaire	8.327	2,6%	13.703	4,3%	-5.376	-1,7%	315.564
	<i>total</i>	<i>54.967</i>	<i>6,2%</i>	<i>63.986</i>	<i>7,2%</i>	<i>-9.019</i>	<i>-1,0%</i>	<i>886.143</i>
2012-2013	primaire	637	10,8%	683	11,6%	-46	-0,8%	5.906
	secondaire	12.066	6,0%	17.055	8,6%	-4.989	-2,5%	199.460
	tertiaire	28.227	7,8%	32.852	9,1%	-4.625	-1,3%	359.631
	quaternaire	6.854	2,2%	6.479	2,1%	375	0,1%	312.431
	<i>total</i>	<i>47.784</i>	<i>5,4%</i>	<i>57.069</i>	<i>6,5%</i>	<i>-9.285</i>	<i>-1,1%</i>	<i>877.427</i>
2013-2014	primaire	761	13,1%	733	12,6%	28	0,5%	5.804
	secondaire	11.730	6,1%	18.854	9,7%	-7.124	-3,7%	193.577
	tertiaire	37.056	10,3%	31.876	8,8%	5.180	1,4%	360.244
	quaternaire	18.118	5,7%	7.577	2,4%	10.541	3,3%	317.476
	<i>total</i>	<i>67.665</i>	<i>7,7%</i>	<i>59.040</i>	<i>6,7%</i>	<i>8.625</i>	<i>1,0%</i>	<i>877.101</i>
2014-2015	primaire	717	12,8%	642	11,4%	75	1,3%	5.616
	secondaire	11.002	5,8%	14.569	7,7%	-3.567	-1,9%	188.408
	tertiaire	32.089	8,8%	25.437	7,0%	6.652	1,8%	363.413
	quaternaire	9.042	2,8%	7.093	2,2%	1.949	0,6%	326.586
	<i>total</i>	<i>52.850</i>	<i>6,0%</i>	<i>47.741</i>	<i>5,4%</i>	<i>5.109</i>	<i>0,6%</i>	<i>884.022</i>

© DynaM reg. Office national de sécurité sociale et HIVA - KU Leuven. Données hors ORPSS